

N°21 - JUIN 2023 - 4€

# PARTISAN

MAGAZINE

**« il ne peut s'agir pour nous de transformer la propriété privée, mais seulement de l'anéantir ; ni de masquer les antagonismes de classes, mais d'abolir les classes ; ni d'améliorer la société existante, mais d'en fonder une nouvelle »**

**Karl Marx**

**RÉFORME  
DES RETRAITES**

**POUTINE  
ET L'AFRIQUE**

Publié par  
l'OCML Voie Prolétarienne



[ocml-vp.org](http://ocml-vp.org)  
[contact@ocml-vp.org](mailto:contact@ocml-vp.org)  
BP 133 - 93213 Saint-Denis La Plaine cedex



# L'OCML Voie Proletarienne

Ce que nous sommes,

**Communistes**, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

**Communistes**, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

**Communistes**, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme - et particulièrement l'impérialisme français -, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

Il faut une organisation pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

*Pour mieux nous connaître : [www.ocml-vp.org](http://www.ocml-vp.org)*

*Pour nous contacter : [contact@ocml-vp.org](mailto:contact@ocml-vp.org)*

*ou OCML VP - BP 133 - 93213 Saint Denis la plaine cedex*

★ ★ ★

L'ensemble des articles de Partisan Magazine, sauf mention contraire, sont publiés sous la responsabilité politique du Comité de Propagande de l'OCML VP.

PARTISAN est le magazine de Voie Proletarienne, association suivant la loi 1901 déposée en préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. ISSN : 2427-6685

# UN MONDE EN FLAMMES, UN SYSTÈME EN DÉCOMPOSITION ET L'AVÈNEMENT D'UNE NOUVELLE VAGUE RÉVOLUTIONNAIRE

*(Merci aux camarades équatoriens du Movimiento Vientos del Pueblo pour nous avoir inspiré cet éditorial, ce qui prouve, une nouvelle fois pour celles et ceux qui en douteraient, que la révolution communiste est mondiale, même si elle se développe dans une multitude de circonstances particulières.)*

Le système capitaliste impérialiste traverse la pire crise de son histoire. Ce n'est pas une crise passagère, conjoncturelle, ni nationale ou régionale, c'est une crise structurelle, systémique, mondiale, qui s'approfondit de plus en plus. Outre la baisse du taux de profit que le système capitaliste a connu depuis les années 70, s'est ajoutée la crise internet de 2001 et la crise financière de 2008, dont il n'y a jamais eu de véritable reprise.

Par la suite, une série de problèmes économiques ont marqué une nouvelle étape de la crise, dont la réapparition de l'inflation au niveau mondial, surtout depuis 2015, que la crise écologique, le réchauffement climatique, la pandémie de coronavirus et enfin la guerre en Ukraine n'ont fait qu'exacerber.

Actuellement, la situation actuelle du système capitaliste impérialiste ne peut être comprise en dehors de l'un des aspects les plus importants des quinze dernières années : l'émergence de la Chine en tant que superpuissance économique, constituant, avec la Russie, un nouveau bloc impérialiste. Avec la baisse du taux de profit et l'apparition de deux nouveaux concurrents pour les puissances traditionnelles, la concurrence inter-impérialiste, tant pour la possession des marchés et la maximisation des profits, que pour

le contrôle des sphères d'influence s'intensifie toujours plus. Bien que la lutte inter-impérialiste soit encore principalement menée par le biais de canaux diplomatico-commerciaux, une future conflagration mondiale ne fait aucun doute. La guerre en Ukraine, les tensions entre Taïwan et la Chine, les luttes entre la Corée du Sud et la Corée du Nord, l'interventionnisme militaire américain et le financement chinois dans divers pays à travers le monde ne font que démontrer une escalade des tensions qui est irréversible.

Partout dans le monde, le slogan impérialiste a été de faire payer la crise aux travailleurs. Ainsi, diverses réformes ont été encouragées, telles que l'augmentation de l'âge de la retraite, le démantèlement de la sécurité sociale, la flexibilisation et la précarisation des relations de travail (polyvalence, augmentation des périodes d'essai et des contrats à durée déterminée, réduction des acquis, augmentation des motifs de licenciement, suppression des «avantages» pour les travailleurs), réduction des investissements sociaux (éducation, santé), augmentation des taux d'intérêt et renégociations de la dette, privatisation des services publics, contrôle impérialiste des secteurs stratégiques, endettement des semi-colonies, etc. Cela a provoqué une série de protestations, de soulèvements et même de révoltes populaires importantes non seulement dans les pays semi-coloniaux, mais aussi dans les centres impérialistes.

Dans notre pays, on a vu s'enchaîner la réapparition des conflits sur les salaires et la mobilisation contre la réforme des retraites, nous y revenons

dans une première partie de ce magazine, y compris autour d'un congrès de la CGT particulièrement remuant, même si rien n'a changé.

Dans une deuxième partie, nous revenons sur ces contradictions impérialistes mondiales qui s'accroissent autour de l'interventionnisme militaire de la Russie. D'un côté, la constitution d'une Poutinafrique autour du groupe Wagner, qui ne nous fait pas oublier l'hégémonie chinoise sur le continent. D'un autre, la guerre en Ukraine avec la situation du mouvement ouvrier et syndical dans ce pays partagé entre indépendance de classe et patriotisme. Et enfin l'enjeu particulier des élections en Turquie à la charnière des divers blocs impérialistes.

Enfin dans une dernière partie, nous revenons sur une autre formule, cette « nouvelle vague révolutionnaire » qui a peut-être fait sursauter quelques lecteurs, tant l'avenir apparaît sombre. Pourtant, c'est l'évidence, les révoltes se multiplient sur toute la planète comme le disent les camarades équatoriens. Des révoltes globales, « antisystème », massives, de l'Inde à l'Égypte en passant par le Pakistan, Haïti, l'Iran ou le Chili.

Mais ces révoltes sont confuses, aussi radicales soient-elles, facilement récupérées par les réformistes ou des opportunistes masqués, comme en son temps la révolution iranienne contre le Shah fut récupérée par les mollahs.

Il manque une conscience, un projet, une organisation. Avant de revenir dans notre prochain numéro sur le rejet par principe des organisations centralisées, rediscutons du projet.

Deux extraits de documents importants dans ce magazine, que l'on trouvera en intégral sur notre site. Le premier est un bilan de la République Populaire de Chine, réalisé par des maoïstes chinois (clandestins), document traduit par des maoïstes australiens puis français. De quoi réfléchir, sur le fond sur la société que nous voulons et les raisons des échecs du passé. Le deuxième est le testament d'un militant maoïste québécois, qui a dû toute sa vie gérer sa maladie mentale et les contradictions avec le militantisme prolétarien pour une nouvelle société; l'occasion d'approfondir le projet de société que nous voulons, et déjà dans un premier temps de ce que nous ne voulons plus.

« De la révolte à la révolution », la situation est très favorable, dans le monde entier, mais nous sommes encore très en retard pour savoir y répondre et proposer une alternative véritablement communiste.

À tous nos lecteurs, il faut mettre la main à la pâte, quelles que soient les déceptions passées !

## RETRAITES : NOUS PAYONS DES DÉCENNIES DE COMPROMISSION SYNDICALE ET DE CRÉTINISME PARLEMENTAIRE !

**Macron et son gouvernement de banquiers, de milliardaires et de grands patrons du CAC 40 n'a rien lâché, et il n'a même pas fait semblant de nous écouter.** Après les mensonges alignés les uns derrière les autres, après toutes les magouilles parlementaires, il n'a que méprisé de classe pour les prolétaires et le peuple et envoie ses chiens de garde pour matraquer et mutiler.

La colère est immense et profonde, toujours là après les grèves, les manifestations, les blocages, les sabotages et autres casserolades dans les plus petits recoins du pays. Et pourtant, la réforme est passée – en force. Et pourtant on était très loin de la grève générale, seuls quelques secteurs ont mené la danse. **Même si l'opinion parmi les travailleurs était absolument unanime contre la réforme, c'est la passivité et la résignation qui l'ont encore emporté.**

Mais pourquoi ? Parmi les secteurs combattifs, c'est l'incompréhension. Comment se fait-il que ce potentiel de

colère et de politisation, évident, palpable, n'ait pas débouché sur un vrai mouvement capable de faire céder le gouvernement de nos exploitateurs ? Les premiers responsables bien sûr sont dans les entreprises, les ministères, les médias, les politiciens de la droite traditionnelle.

Mais que dire de tous ces responsables syndicaux qui depuis des décennies nous ont vanté la nécessité d'un « vrai dialogue social », de la « responsabilité sociale des entreprises », d'un paritarisme égalitaire pour gérer en commun avec nos exploitateurs la Sécurité, le chômage, les mutuelles. **Ces responsables syndicaux, toutes étiquettes confondues, qui ont abandonné le combat classe contre classe pour rechercher des compromis, proposer une autre gestion raisonnable du capitalisme qui serait alors à visage humain...**

Ces syndicalistes qui abandonnent le combat contre la pénibilité, au cœur de l'exploitation, pour proposer des contre-plans industriels, d'autres choix acceptables, comme si les patrons et les

Qu'en est-il aussi de tous ces politiciens réformistes, PS, PC, Insoumis ou Verts qui n'imaginent un changement de société que dans le calendrier électoral, d'une élection à l'autre, d'une loi à l'autre ? Ces parlementaires « crétins » comme disait Marx il y a bien longtemps, qui ne savent même plus que le combat de classe ne peut jamais être soumis à la démocratie bourgeoise. **Le parlementarisme n'est que le paravent fumeux de la domination de nos exploitateurs, pour nous faire croire qu'il y a des experts pour s'occuper de nous.**

Et qu'a-t-on vu ? Des journées d'action syndicales calées sur les échéances du Parlement, du premier examen à l'Assemblée au rejet par le Conseil constitutionnel. Résultat des courses : on est allé au bout du calendrier, on a perdu, allez, on rentre au boulot, on ne peut plus rien faire – et la mobilisation s'estompe, au-delà d'un raz de marée symbolique pour le 1er-Mai.

**Qu'en est-il aussi de tous ces politiciens réformistes, PS, PC, Insoumis ou Verts qui n'imaginent un changement de société que dans le calendrier électoral, d'une élection à l'autre, d'une loi à l'autre ? Ces parlementaires « crétins » comme disait Marx il y a bien longtemps, qui ne savent même plus que le combat de classe ne peut jamais être soumis à la démocratie bourgeoise. Le parlementarisme n'est que le paravent fumeux de la domination de nos exploitateurs, pour nous faire croire qu'il y a des experts pour s'occuper de nous.**

Il est temps que la classe ouvrière, les prolétaires, les travailleurs reprennent leurs affaires en main, déjà dans les syndicats, ensuite en s'organisant dans un parti qui serait le leur, sans compromission avec le capital, les exploitateurs et tous ces faux amis et vrais ennemis qui se cachent derrière les discours sucrés des prétendues « bonnes » réformes.

**Le potentiel de révolte est toujours là, énorme. L'espoir, c'est au prolétariat de le construire en s'organisant contre le système capitaliste. Mais aussi contre celles et ceux qui, dans les rangs du mouvement ouvrier, agissent en réalité au service de la bourgeoisie.**

ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE  
**VOIE PROLETARIENNE**  
CONTACT@OCML-VF.ORG | BP133 93213 SAINT DENIS LA PLAINE CEDEX |

# RÉFLEXIONS SUR LE MOUVEMENT SUR LES RETRAITES

## L'ÉTAT DE LA MOBILISATION

1) La mobilisation sur la nouvelle réforme des retraites débutée depuis janvier est massive et inédite. Au fil des journées d'action, ce sont des millions de manifestants qui sont là partout, dans toutes les villes moyennes, sur les ronds-points, avec une ampleur sans précédent. Au fil des semaines, la participation évolue, mais elle reste extrêmement importante. Après les confinements du COVID et le repli qui s'en est suivi, c'est le retour du mouvement social sur la scène politique, économique et sociale. La classe ouvrière, les travailleurs, et plus largement les secteurs populaires ne veulent définitivement pas de cette nouvelle atteinte à leurs acquis et le montrent journée après journée.

2) La forme de la résistance, avec ces journées successives au fil des échéances parlementaires, a déjà fait la preuve de son échec en 2010. Pourtant, elle satisfait les larges masses, attirées par l'unité syndicale qui ne peut qu'exploser s'il y a radicalisation. Les secteurs combatifs meublent les espaces entre ces journées d'action par les grèves, les blocages, les initiatives locales et sont nettement moins critiques à l'égard des directions syndicales que lors des mouvements précédents.

3) Cette mobilisation se caractérise par une colère très profonde, attisée par l'arrogance et le mépris du gouvernement, les montants indécents des profits des monopoles qui soulignent l'injustice du système capitaliste, l'inflation et les

difficultés salariales qui en découlent, l'entrée en vigueur de la loi chômage en février avec les conséquences qui vont donc suivre.

Cette colère n'est pas prête de s'éteindre, quel que soit le résultat du mouvement et inquiète jusque dans les cercles gouvernementaux et patronaux. Il y a là quelque part la capitalisation du mouvement des Gilets Jaunes qui converge avec la révolte syndicale et populaire.

4) Les secteurs véritablement en lutte sont au final peu nombreux. On voit les secteurs ouvriers directement concernés par la dureté du travail ou les régimes spéciaux, comme l'énergie, les raffineurs, les travailleurs des déchets, les portuaires, plus un peu l'éducation et une fraction de la jeunesse arrivée un peu plus tardivement dans le mouvement.

5) Une nouvelle fois, malgré tous les efforts des militants les plus mobilisés, la grève n'a pas pris largement, la « grève générale » est restée un appel incantatoire. Certaines raisons ont été exposées, comme le pouvoir d'achat et l'inflation qui prennent littéralement à la gorge les secteurs populaires. Mais il faut aussi parler des échecs successifs des mobilisations précédentes (nous l'avons vu à la RATP), les décennies de compromission réformiste dans le « dialogue social » et la recherche d'un terrain d'entente avec les exploités. Aujourd'hui, plus personne n'y croit, mais celles et ceux prêts à engager le combat dans ce contexte, classe contre classe, sont encore minoritaires. Enfin, et toujours dans ce contexte, les grands monopoles ont arrosé

préventivement certains secteurs ouvriers pour maintenir le calme social. C'est le cas dans l'automobile où les primes d'intéressement à Renault et Stellantis ont atteint des milliers d'euros, contribuant à désarmer la masse ouvrière. Dans nombre d'entreprises, sans atteindre ces montants, les directions ont fait quelques gestes pour conserver la paix sociale face à une inflation insupportable. Et dans les quartiers populaires, la révolte de la jeunesse et des précaires ne prend pas, peu concernés par une Intersyndicale qui ne s'est jamais intéressée à ces prolétaires sortis des grandes entreprises et des statuts de la Fonction publique.

6) Après le 49.3 et ce qui a été vécu comme un « déni de démocratie », on a vu le retour des blocages, des émeutes, des sabotages – mais pas un élargissement de la grève. Dans quelques secteurs, on voit la mise en place de véritables comités de grève coordonnés (comme dans les déchetteries), on voit le retour de l'organisation des ronds-points des Gilets Jaunes, mais les prétendues « AG interpro » surtout actives dans la région parisienne ne sont que des rassemblements militants où la petite-bourgeoisie intellectuelle s'impose par la parole, où rien n'est vraiment ni discuté, ni décidé collectivement. Le travail de construction de comités de grève ouvriers et populaires sur une base de classe est en fait resté embryonnaire. Le plus souvent, on en reste à la délégation de pouvoir envers les experts syndicaux de l'Intersyndicale suivie sans vrai débat.

7) Contrairement aux affirmations de « Révolution Permanente », il n'y a bien sûr pas de « situation pré-révolutionnaire », on est même loin de la grève générale de Mai 68. Il y a des pas en avant dans la reprise de la mobilisation, dans la contestation encore floue d'un système que l'on rejette, mais les réformistes ont la situation bien en main, et il nous reste du chemin à faire !

### LA PÉNIBILITÉ, AU CŒUR INVISIBLE DE LA MOBILISATION

8) La mobilisation officielle de l'Intersyndicale se polarise sur l'âge de la retraite (64, 62, 60 ans...) et sur le nombre de trimestre pour une retraite à taux plein (43, 40, 37,5 années...). Ce faisant, elle reste strictement sur l'injustice d'une mauvaise répartition des richesses créées par la société, mais escamote le fond de la protestation, qui est au cœur de l'exploitation capitaliste, la pénibilité et la souffrance au travail, le fait d'être abîmés et de ne pas pouvoir profiter normalement de la vie. Le mot d'ordre le plus partagé de toutes les manifestations est « On ne veut pas mourir au travail ».

9) La pénibilité est dans tous les esprits. On ne compte plus dans les manifestations les centaines de panneaux individuels réalisés souvent avec humour par les un.e.s et les autres pour



## LA DÉMOCRATIE ET L'ARROGANCE DE NOS ENNEMIS DE CLASSE

dénoncer les effets de l'allongement de la durée du travail, sur l'arthrite, le cimetière, les déambulateurs, les seniors au travail, la santé, le caveau et ainsi de suite. Le travail posté, le travail de nuit, les toxiques, la chaleur, les manutentions, le bruit, le stress, la destruction physique et mentale du corps humain sont ressentis violemment, quotidiennement par les prolétaires.

C'est bien une position de classe ainsi affichée par les secteurs ouvriers et populaires.

Pourtant, à l'exception notable de la CGT Construction, des éboueurs et égoutiers, concernés au premier chef, le thème est absent des banderoles de tête, des discours, des revendications précises. Alors que ce devrait être le cœur de la motivation pour mobiliser largement contre la réforme, ce que nous avons toujours mis en avant dans nos syndicats ou nos publications.

10) Cette démarcation de classe escamotée par les directions réformistes se voit également autour des carrières longues des prolétaires, des carrières incomplètes et hachées (en particulier pour les femmes et les immigrés), ce qui supposerait des revendications claires rejetant les conditions de trimestres pour accéder à une retraite à taux plein. Car pour draguer les couches intermédiaires – enjeu de tous les syndicats – il faut masquer le rapport de classe qui fait peur pour promouvoir un « consensus progressiste » pour plaire à tout le monde et suppose d'escamoter les questions clivantes comme la pénibilité.

Mais là, on rentre dans une logique qui s'oppose à la négociation réformiste du partage des richesses. On rentre dans le camp classe contre classe, qui défend les intérêts ouvriers et populaires et rien d'autre, sans compromission avec la bonne marche et la bonne santé du capitalisme.

11) Il y a une confusion sur la formule d'anti-capitalisme un peu utilisé à toutes les sauces. Le plus souvent il n'en reste qu'une radicalité anti-Macron et anti-patrons pour prêcher pour un « vrai » gouvernement de gauche qui fera les « bonnes » lois pour les travailleurs. Contrairement à ce qu'on nous chante, le capitalisme n'est pas avant tout un système de gouvernement, c'est un rapport d'exploitation que la pénibilité rend particulièrement visible.

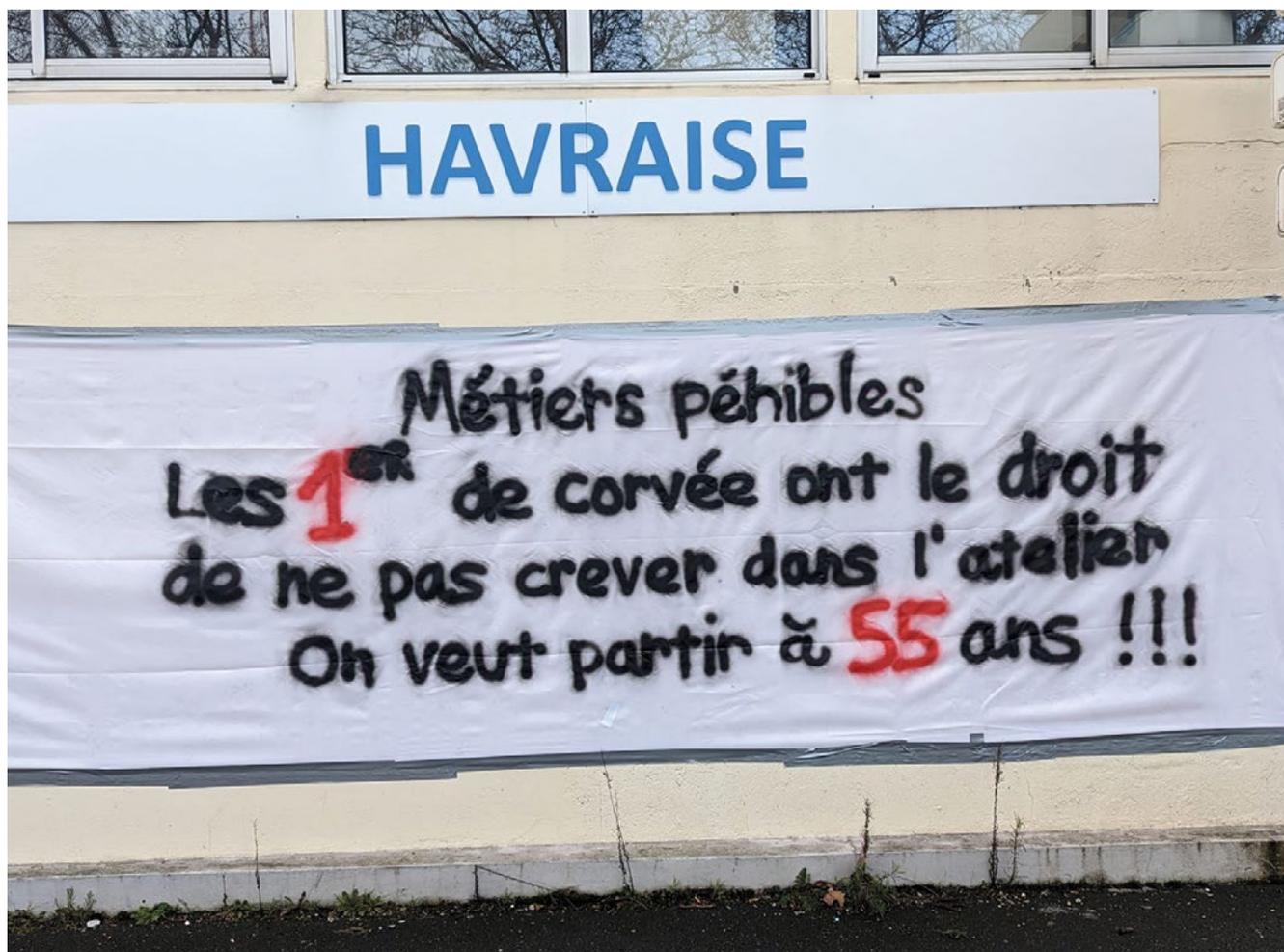
12) Macron et son gouvernement Borne, Darmanin, Dussopt et autres Vèran n'ont même pas fait l'effort de faire semblant de nous écouter. Mensonges sur la retraite minimum à 1200€, sur la prise en compte de la pénibilité, sur les carrières longues, mépris explicite pour la parole populaire, c'est la grande bourgeoisie des banquiers, des millionnaires et des patrons du CAC40 qui veut décider de notre sort. Après les mobilisations des Gilets Jaunes sur le même socle, c'est à nouveau de l'huile sur le feu de la lutte des classes qui a ancré la colère des travailleurs.

13) Néanmoins, du fait des partis politiques et de l'Intersyndicale réformiste, la succession des journées d'action syndicales est restée calée sur les échéances de l'examen de la loi au parlement. On a eu donc droit à tout le cinéma parlementaire, au 49.3, au 47.1, au 44.3, jusqu'au Conseil Constitutionnel. Des magouilles enfilées comme des perles, on a tous les bons chiffres pour le Loto. Aujourd'hui, après le double échec de la demande de Référendum d'Initiative Populaire, les plus crétins des réformistes parlementaires envisagent un nouveau vote à l'assemblée pour abroger la loi récemment validée... Jamais ils ne comprennent??

L'essentiel, ce n'est pas la manière dont la loi est passée, c'est son contenu et ce qu'elle représente des projets de nos exploiters. C'est cela qui doit nous mobiliser, loi ou pas loi.

14) La démocratie parlementaire bourgeoise n'est qu'un champ de négociations, certes parfois violentes, entre factions bourgeoises sur la manière de gérer le capitalisme. Il y a les ultra-libéraux, les étatistes, les réformistes qui rêvent d'un capitalisme à visage humain, les réactionnaires fascisants etc. Tous (y compris Insoumis et PC), ils voient la loi comme moyen de modifier la société.

Mais nous les travailleurs, les ouvriers, les prolétaires femmes et hommes, nous faisons le bilan. La loi n'a concédé que quelques réformes minimes en période de fortes mobilisation (grèves générales de 1936 et 1968, insurrection armée de 1945), mais fondamentalement elle ne fait qu'enregistrer le compromis entre courants bourgeois pour gérer le capitalisme, et toujours



dans le sens de l'aggravation de nos conditions de vie et de travail : lois sur l'intérim, lois contre les sans-papiers, loi sur le chômage, loi sur les expulsions locatives, lois pour maintenir les toxiques chimiques, lois travail, lois sur les retraites, lois sécuritaires etc. On peut continuer à rêver à la libération de 1945 (il y a 80 ans!) et à mai 1968 (il y a 55 ans!), mais la réalité est là : depuis la révolution de 1789 et l'instauration de la domination de la bourgeoisie industrielle, commerçante, bancaire puis financière, les diverses républiques et parlements sont l'instrument de sa domination dans le domaine de l'Etat. Et qu'on ne vienne surtout pas nous dire qu'avec la « gauche » ça serait différent : les jeunes générations ne se rappellent pas de la rigueur de Mauroy en 1982/1983 et des communistes au gouvernement, des lois anti-immigrés de Chevènement et Valls, de la flexibilité et de l'aménagement du temps de travail d'Aubry comme le travail de nuit pour les femmes, du livre blanc sur les retraites de Rocard, de Mélenchon ministre de Jospin, de la réforme Touraine sur les retraites du gouvernement Hollande et ainsi de suite. Pourtant, les faits historiques sont là : la gauche, c'est comme la droite une fois

arrivée au gouvernement!! Et ce ne sont pas les exemples de Syriza en Grèce ou de Podemos en Espagne qui nous démentiront.

15) Le 49.3 a été vécu par les secteurs populaires comme un « déni de démocratie ». Comme si un vrai vote pour la loi aurait été différent. C'est le rideau de fumée, l'illusion répandues depuis toujours par les réformistes qui ne rêvent qu'à des « bonnes » lois, justes et équitables, qui rêvent à ce que nos exploiters nous « écoutent », nous « respectent » sans être méprisants. De qui parlons-nous pour être très clairs : du PS, du PC, des Insoumis, de EELV et des directions syndicales et autres « experts » en politique politicienne qui nous soûlent dans tous les médias.

Le 49.3 est bien sûr un passage en force, mais rien d'autre que la manifestation la plus caricaturale de la démocratie bourgeoise. Son seul effet positif aura été d'attiser un peu plus la colère – il reste à se débarrasser de l'illusion legaliste de la loi bourgeoise.

16) Après le 49.3, la façade démocratique du système a une nouvelle fois été mise à nu. La colère s'est développée et la répression féroce est arrivée,

la bourgeoisie a lâché ses chiens de garde. La répression à Sainte-Soline avec les gendarmes en mode Mad Max, puis dans les manifestations, cette répression va s'accroître au fil de la mobilisation. Les bourgeois, dans les entreprises, les ministères ou les médias, ils ne connaissent qu'une chose, le rapport de forces et la violence. Quand la mobilisation sort du cadre institutionnel de ce qu'on appelle le « dialogue social », ils ont peur – y compris d'ailleurs pour leurs propres planques électorales. La répression va donc s'accroître, elle est déjà féroce contre tous les empêchements d'exploiter en rond, syndicalistes de classe, jeunes des quartiers, Gilets Jaunes ou écologistes radicaux. Il va falloir s'y préparer, il va falloir y riposter, nous n'avons pas d'autre choix.

17) Le RN est en embuscade, faux opposant, vrai réactionnaire, prêt à regrouper les déçus de Macron et des Républicains, sur la base d'une abstention électorale renforcée des secteurs

radicaux. Opposant en paroles à la loi sur les retraites, il ne bouge pas le petit doigt pour la mobilisation en cours, en se posant avant tout comme défenseur de l'ordre, de la police et de ses miliciens de la Brav-M. Il espère ainsi capitaliser au plan électoral en jouant sur plusieurs tableaux.

Le combat contre le RN et tous les secteurs fascistes (Zemmour, les groupuscules fascistes...) ne peut pas se mener sur le terrain électoral, comme l'ont montré les échéances précédentes : c'est Macron qui a en a profité. Ce combat se mène sur le terrain de la lutte des classes, dans les entreprises, les quartiers, contre les bandes armées fascistes et autres.

On peut en permanence rappeler à juste titre le silence de ce courant quand il s'agit de défendre le camp ouvrier, prolétaire, populaire, rappeler ses votes à l'assemblée, il ne faut pas se faire piéger et mener le combat, parfois manu militari, contre toutes ses présences ultra-réactionnaires.

## CONTRIBUTION D'UNE OUVRIÈRE RETRAITÉE DE LA CHIMIE LYONNAISE

« Merci à Macron, merci à tous !

Voyons le bon côté des choses. Le côté jupitérien et le mépris de classe de Macron nous a valu une belle démonstration, aux yeux de millions de travailleurs : leur démocratie et le camouflage d'une dictature. Tout est prévu dans la Constitution pour que les lois passent si elles sont bonnes pour le système capitaliste et pour qu'elles ne passent pas si elles lui sont mauvaises. Le Parlement est un moulin à paroles : les parlementaires parlementent. Pourtant la France Insoumise, le PC et la NUPES réunie misent tout sur le Parlement, sur la voie légale et pacifique du changement. C'est une impasse.

Une autre voie légale et pacifique est mise en cause, celle des directions syndicales. Pour la première fois depuis longtemps, les syndicats, comme les partis de la NUPES, sont tous unis. Mais unis pour faire quoi ? Demander aux préfets, c'est-à-dire au gouvernement, la permission de défilé sans que ça dérange trop. Et ça dérange si peu que le gouvernement n'en tient pas compte. C'est une impasse.

« Les Gilets Jaunes avaient raison », disait une petite pancarte dans une des dernières manif. Depuis le 49-3, c'est un peu comme leur retour. Mais il faut se souvenir : les Gilets Jaunes ont eu beaucoup de mal à résoudre un problème, celui de leur organisation, de leurs porte-paroles, de leur direction. On est passés de dirigeants réformistes donc nuls, à pas de dirigeants du tout. Le problème reste entier, celui de la direction dans les deux sens du mot : une orientation politique, et un état-major. On ne le résoudra pas en cinq minutes, mais c'est LE problème, et il faut s'y attaquer dès maintenant.

« Grève générale ! », répètent certains d'entre nous, voyant dans cette perspective le début possible de la révolution. Mais premièrement, ce serait cher payé si c'est juste pour garder la retraite à 62 ans ; et garder Macron et le capitalisme. Deuxièmement, le début de la révolution ? Mais sans état-major, et sans orientation politique ? En tout cas, merci à Macron pour sa démonstration de dictature bourgeoise !

Merci aux directions syndicales pour leur démonstration d'itinéraire en impasse !

Merci à certains de poser le problème de la révolution en disant « grève générale ».

Prolétaires, organisez-vous ! La lutte contre le capitalisme ne fait que commencer. »

Jésenská

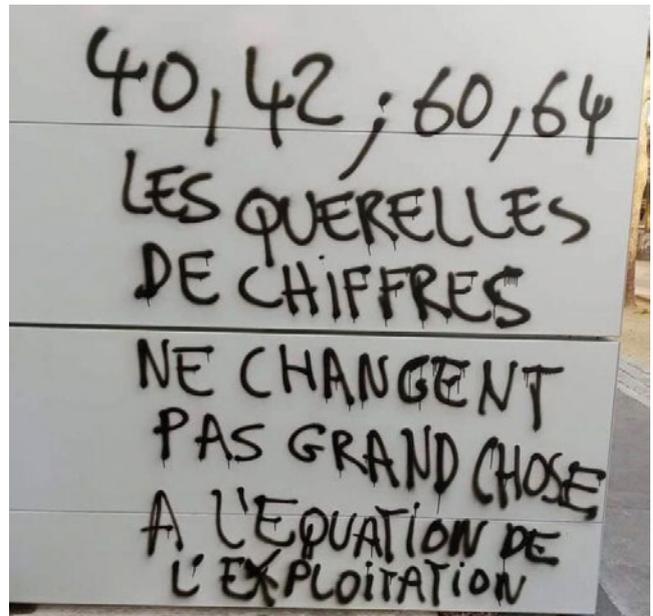
## LES FAUX RADICAUX

18) Le parlementarisme crétin des réformistes les plus visibles de la NUPES provoque en retour la colère des secteurs combattifs. Non, nous ne ferons pas confiance dans de supposés bons élus, qui feront de bonnes lois pour un capitalisme à visage humain – surtout votez bien pour nous. Nous n'avons aucune confiance en eux, nous n'avons confiance qu'en nos luttes, qu'en nos propres forces. C'est une première démarcation, positive.

19) Apparaît donc face à ce réformisme assez vulgaire le courant pour la « grève générale ». Courant radicaliste de la lutte pour la lutte, il regroupe tous les courants trotskistes (Révolution Permanente, les courants du NPA, Lutte Ouvrière), tous les courants libertaires et anarchistes (UCL et groupes locaux). Ce courant imagine une issue politique par la grève générale, porteuse en elle-même d'un mouvement social qui construirait spontanément son propre projet « dans le feu de la lutte des classes », comme on dit.

Le premier constat, c'est que ça ne marche pas, quels que soient les appels tonitruants et répétés, la grève ne part pas. En effet cette vision du monde fait l'impasse sur le réformisme qui domine le mouvement ouvrier, qu'il soit spontané – le prolétaire qui spontanément ne voit une amélioration de son sort que dans le cadre du système – ou organisé par toutes les organisations ou courants qui surfent sur cette tendance pour éviter à tout prix un bouleversement révolutionnaire. Pour les « grèvegénéralistes », le mouvement ouvrier est révolutionnaire, il suffit de critiquer les directions syndicales trop molles, de lui laisser le champ libre. Et bien c'est faux.

20) Il en est de même du courant anarchiste/libertaire vieux comme le mouvement ouvrier de la « démarcation par le fait », c'est-à-dire qui imagine entraîner la masse en montrant l'exemple de quelques éléments déterminés. C'était le credo des anarchistes du début du 20<sup>e</sup> siècle, c'était la théorie d'Action Directe et des autonomes dans les années 70-80, c'est la conception confuse des militants regroupés dans ce qu'on appelle le « black block ». Bien sûr, on ne fera pas le parallèle entre casser un abribus ou un distributeur bancaire et exécuter par les armes un grand patron comme celui de Renault. Mais sur le fond, c'est la même logique : montrer l'exemple et entraîner les masses sur cette base.



Ça ne marche pas, toujours pour la même raison : une incompréhension complète de comment se forme la conscience ouvrière et prolétaire et le poids du réformisme qui n'est pas le couvercle de la cocotte-minute au bord de l'explosion, mais la théorisation et la pratique de la négociation avec le capital.

21) La classe ouvrière, le prolétariat, et plus largement le peuple ont besoin de se démarquer. Sur la forme c'est vrai, et nous soutiendrons toujours toutes les revendications d'autonomie et de radicalité. Mais avant tout et surtout sur le fond : quel programme immédiat ? quelle critique du capitalisme ? quelles formes d'organisation pour structurer notre camp ? quel projet en perspective ?

### LE DÉBOUCHÉ À LA COLÈRE

22) La mobilisation sur les retraites, c'est la colère du peuple, la suite du mouvement des Gilets Jaunes, le rejet confus d'un système dont on ne comprend pas forcément comment il marche, mais dont on rejette toutes les conséquences. On a raison de se révolter, cette colère est juste !

23) Mais la colère ne peut suffire. Elle retarde réflexion, étude, projets. Elle cristallise le réflexe initial de rejet, appuyé sur un réflexe de classe naturel, mais elle ne construit rien.

La colère n'est que le premier pas de la révolte. Si elle veut permettre de construire le futur, elle doit se transformer en conscience et organisation. Conscience de ce qu'on est, prolétaires exploités. Conscience du monde dans lequel on vit, forgé et

détruit en même temps par le capitalisme mondialisé. Conscience de ce que nous voulons, le plus difficile, ce qui suppose de faire le bilan du passé comme du présent, pour faire émerger le nouveau de la pourriture de l'ancien.

24) Dans le mouvement sur les retraites, nous avons vu surgir la pénibilité au cœur des revendications, même si elle n'est pas explicitement reprise par l'Intersyndicale réformiste. Elle doit nous amener à nos propres revendications, comme « Travailler tous, moins et autrement ». C'est-à-dire le bouleversement complet du système productif, en mettant à bas les rapports de production capitalistes, la « loi du pognon », pour remettre le prolétaire au cœur : une production basée sur des besoins utiles, une production en priorité pour les secteurs les plus défavorisés, une production qui préserve les ressources naturelles et la nature elle-même, l'élimination de toutes les productions parasites (publicité, armement...). Une production qui donne du travail à tou.te.s, qui élimine le chômage, la précarité, la sous-traitance, le travail illégal, qui garantie à chacun.e une place véritable et utile dans la société. Une production où le sur-travail ne sera pas accaparé par des capitalistes privés, mais utilisé pour les besoins sociaux collectifs.

25) Les Gilets Jaunes ont provoqué une première rupture en rejetant les organisations réformistes traditionnelles. Mais là encore, un seul pas a été fait. « Tout cramer » n'est pas un programme ni un projet. Désorganisés, nous sommes impuissants, incapables de combattre nos ennemis exploiters, comme tous les faux amis réformistes qui prétendent parler en notre nom.

La première perspective, c'est la construction d'un courant syndical de classe, qui ne se contente pas d'exciter la lutte ou la grève générale, mais développe une démarcation contre toutes les orientations, dans les directions mais aussi les oppositions, qui affirment être capables de réformer le capitalisme sans le mettre à bas.

26) Et il faut construire, construire un projet de rupture, vraiment communiste, construire une organisation pour le porter, tracer le chemin compliqué pour y arriver.

L'heure est à donner un débouché à la colère, débouché de classe indépendant du capitalisme et de son fonctionnement plus ou moins chaotique. L'OCML Voie Prolétarienne y participe avec ses modestes forces, c'est notre combat pour tracer la voie d'un avenir révolutionnaire!



# GRÈVE POUR LES SALAIRES,

10



# GRÈVE POUR LES RETRAITES

## INTERVIEW DE CAMARADES

*Suite aux nombreuses grèves pour les salaires qui ont eu lieu fin 2022, nous avons voulu revenir avec deux camarades de l'OCML-VP sur leur participation à la grève, chacun dans leur boîte.*

*Entre-temps, la réforme contre les retraites est venue prolonger ce bilan de l'automne 2022 et élargir les questions sur l'état de la conscience ouvrière aujourd'hui.*

*M. est militant CGT à la RATP dans le 93 et T. est militant CGT dans usine du secteur de la chimie dans le 92. Tous les deux travaillent dans un atelier de maintenance.*

**Partisan : Vous avez mené une grève en septembre/novembre 2022 pour les salaires à la RATP. Tu peux nous raconter comment ça s'est passé ?**

**M. :** La mobilisation a commencé à la suite du mouvement des raffineries pour l'augmentation des salaires, pour coller avec l'inflation. La direction de la RATP a ouvert des négociations pour nous enlever des primes sur la pénibilité du travail et des primes de productivité. Tout un tas de primes ont été remis en cause sur le salaire de opérateurs, c'est-à-dire les plus bas salaires en maintenance. Ça correspondait à une baisse de salaire de 50€ à 100€ par mois alors que le prix de l'énergie explosait. La direction n'a rien voulu céder pendant les négociations. Pendant les NAO, la CGT a demandé 300 euros d'augmentation sur le salaire fixe, l'intégration des primes dans le salaire et l'arrêt du chantier prime.

La mobilisation a démarré fort à Sucy, dans les ateliers de maintenance du RER A. C'est un effectif jeune, avec peu d'ancienneté à la RATP, les plus révoltés parce que les plus impactés par la suppression des primes de production. Il y a eu un effet boule de neige aux métros, les ateliers

de la lignes 12 et 8 se sont mis en grève, mais uniquement au niveau du MRF (=maintenance du matériel ferroviaire). Pas les conducteurs, pas les bus, etc...

Beaucoup d'ouvriers sont restés 1 mois et demi en grève. Des piquets de grève, des investissements aux CSE, des gros rassemblements etc... pour au final arracher à la direction RATP 50 euros d'augmentation en janvier 2023 + 50 euros en juillet 2023 et une renégociation en juillet 2023. Mais sans grève, c'est sûr qu'il n'y aura rien de plus.

**Est-ce que la grève a soulevé d'autres question que celle du salaire ?**

**M. :** Près de 90 % de l'atelier s'est foutu en vrac, mais uniquement sur la question du salaire. Les conditions de travail, la pénibilité, n'ont pas été abordées. On a essayé de porter la question de la pénibilité dans la grève, mais pas mal d'ouvriers considèrent quelque part que la pénibilité elle est normale. Y'a une culture d'entreprise qui est bien implantée, y compris chez les nouveaux embauchés. La fierté de faire partie de la maison, ça fait accepter n'importe quoi, malgré un salaire

merdique. Par exemple pendant le Covid, dans mon atelier, on n'a pas été suivis sur la revendication de la désinfection des trains qui venaient de transporter des passagers, malgré le risque.

### **Vous avez eu des contradictions dans le syndicat, tu peux nous raconter ?**

**M. :** Au niveau syndical, y'a jamais eu non plus de discussions sur la pénibilité, seulement sur la thune. Mais on était plusieurs à ne pas être d'accord avec la revendication des 300 euros pour tous les salariés. L'augmentation doit aller aux plus bas salaires, et pas aux conducteurs qui n'étaient même pas mobilisés. Il faut savoir qu'à la maintenance on est parmi les plus bas salaires de la RATP. C'est pas notre rôle non plus de demander des augmentations pour les cadres et les agents de maîtrise.

On a aussi essayé de porter la contradiction dans le syndicat sur les mots d'ordre, mais c'est un travail de longue haleine. À la RATP le syndicat est tenu par des militants réformistes, principalement PCF, PCOF, NPA. Ça se ressent dans le collectif de travail, les collègues veulent juste leur part du gâteau, on bosse donc on a le droit à notre part. C'est le mot d'ordre du partage des richesses.

### **Toi aussi T., tu as mené une grève en décembre 2022 pour les salaires dans ta boîte. Tu peux expliquer les raisons de la mobilisation ?**

**T. :** Au départ on a senti une colère monter parmi les ouvriers à cause de l'inflation, en particulier sur les prix des produits de première nécessité. C'était le sujet de mécontentement qui revenait le plus dans la boîte. Au même moment on voyait des grèves sur ce sujet dans des grandes boîtes avec des revendications maximalistes. Dans l'automobile par exemple, avec des syndicats combatifs qui n'hésitent pas à demander 200 ou 300 euros de plus pour tout le monde. C'est à dire à la hauteur de l'inflation qu'on subissait. En tant que syndicaliste de classe, il faut une bonne ligne de masse, la majeure partie de ton temps à discuter, à essayer de saisir ce qui se passe, à réfléchir sur ce que les collègues t'ont dit, pour en ressortir une ligne qui puisse organiser et entraîner la masse des ouvriers. Dans la CGT, on a martelé le fait que dans une situation où y'a de l'inflation, quand le salaire n'augmente pas et bien le salaire réel diminue. La différence c'est le patron qui se la met dans la poche. Lui, il touche des aides de l'État, les rabais sur les factures d'électricité, le plan de



relance, le chômage partiel, etc. Et l'inflation, il la répercute sur le prix des pièces qu'il vend !

Au-delà de cette colère, ce qui a fait germer l'idée de la grève, c'est de sentir qu'il y avait des gens qui étaient « à l'avant-garde ». Dans certaines équipes, certains ateliers, ils étaient partants, et on savait que ceux-là entraînaient les autres. Donc on a fait une grève de 5 jours, pendant les NAO. On n'a pas réussi à augmenter l'enveloppe des augmentations, juste sa répartition. Dans la chimie, il y a eu une entente patronale pour refuser des augmentations de salaires qui se rapprochent du niveau de l'inflation.

### **Comment négocier avec un patron en gardant en tête une orientation syndicale de classe et avec quelles revendications ?**

**T. :** Notre objectif c'était de sortir du petit jeu traditionnel des négociations, qui satisfait aussi bien les autres syndicats de la boîte que les autres CGT du même groupe. Le patron arrive à avec une première négociation, tu fais mine de négocier, le patron lâche un peu plus et tout le monde est content. Le patron peu dire qu'il est dans la dialogue, le syndicaliste il peut dire « regardez, par ma persuasion on a réussi à obtenir quelque chose ». Alors que c'est faux, on n'obtient rien par les arguments. Les dés sont pipés, le p'tit plus, le patron avait déjà décidé de le donner. Nous on a revendiqué 200 euros d'augmentation pour tous, tout simplement parce que c'est ce qu'on a besoin pour vivre. Pourquoi 200 et pas 300 ? Ça doit être le fruit d'une réflexion, ça dépend de quel symbole on veut mettre en avant, et de quel côté on se place du point de vue du personnel de l'entreprise, qui est-ce qu'on veut satisfaire ? Chez nous, 200 euros ça correspond à 10 % du salaire moyen dans l'entreprise. Donc ça voulait dire au minimum 10 % d'augmentation pour tous les ouvriers et la fraction inférieur des techniciens. On refuse les augmentations en pourcentage, où les cadres qui touchent 3 ou 4 fois les salaires ouvriers sont les grands gagnants.

On avait aussi une revendication de baisse du temps de travail. C'est très important. On veut du temps libre, car c'est la classe ouvrière qui produit les richesses. Le patron n'en avait rien à foutre. Mais ça a permis de faire des démarcations de classe, et d'ébranler ceux qui avaient des illusions sur la bonne volonté du patron.

### **Quel bilan tu tires de la grève ?**

**T. :** Alors le résultat de la grève il est ambigu. Parce qu'à la fois on a pas obtenu grand-chose, donc il y a une forme de déception. Mais en même temps, chez les plus combattifs, y'avait l'idée qu'on a montré une forme de dignité, de courage. Les résultats matériels, c'est une chose, mais le plus important c'est les avancées dans la conscience. Et l'affirmation, la dignité, montrer qu'on n'est pas des objets, qu'on est pas corvéables à merci, c'est important.

La grève a permis aussi de faire des démarcations. Dans n'importe quelle lutte, on peut distinguer une droite, un centre et une gauche. Dans le collectif ouvrier, la droite c'est ceux qui ne voulaient pas faire grève, souvent les plus anciens, ceux qui ont les meilleures conditions de travail, le travail le plus intéressant, le plus qualifié, les meilleurs salaires, et qui ont plus d'espaces de liberté à leur poste. La droite c'est aussi les ingénieurs et les cadres, contrairement à ce que nous disent les trotskystes, pour qui ils font partie de la classe ouvrière. Chez nous, mais c'est valable pour n'importe quelle grève ouvrière, les cadres et les ingénieurs qui se joignent à la grève sont ultra-minoritaires. C'est pas un hasard, c'est le signe de l'appartenance à une certaine couche sociale qui voient leur avenir du côté du patronat, et complice de l'exploitation de la classe ouvrière. Mis à part quelques individus, qui sont les bienvenus dans la lutte, bien sûr !

Un dernier résultat de la grève, c'est la combativité, la fraternité. Et c'est spontané, même avec des collègues qu'on ne croise pas ou avec qui on ne discute jamais. Mais c'est des acquis qui peuvent se perdre très vite s'ils ne sont pas entretenus par un syndicat qui est sur une ligne combative.

### **Le mouvement contre la réforme des retraites a exprimé une haine de Macron et de son gouvernement, un refus de mourir au travail, une volonté de reconnaissance de la pénibilité. Et dans votre boîte ?**

**M. :** Dans mon atelier, on a été seulement trois ou quatre à faire grève les grosses journées pendant le mouvement des retraites. Dont un collègue CGT hyper-actif qui a fait toutes les manifs, et deux collègues grévistes mais qui restaient chez eux. Globalement il y a eu peu de grève à la RATP pour les retraites. Toujours les plus militants.

Chez les grévistes ou les non-grévistes, le sentiment général c'est « 64 ans, c'est trop ». Ce n'est juste pas possible. La réaction la plus forte c'était « mais comment on va faire ? ». À 40 ou 45 ans, pratiquement tous les collègues sont usés physiquement, surtout du dos et des épaules. Mais ils ont tendance à voir la cause dans un « faux mouvement », et pas dans la répétition de la tâche qu'ils font tous les jours.

Ce qu'il y a de particulier pour la RATP dans cette réforme, c'est l'article 1 de la loi qui acte la fin du régime spécial de retraites. Malgré ça, la question est arrivée tardivement dans le mouvement, un mois après la première manifestation. Ces dernières années le régime spécial avait déjà été quasiment aligné sur le régime général. À l'origine, pour 5 ans travaillés, on gagnait 1 an de retraite. Puis on est passé au 1/10<sup>e</sup>, hormis pour les conducteurs qui ont continué à bénéficier du 1/5<sup>e</sup>. Pour les nouveaux embauchés, il n'y a déjà plus de départ anticipé à la retraite. Hormis pour les conducteurs et les travailleurs « enterrés ». C'est dans la logique de la privatisation à venir de la RATP, le gouvernement cherche à se débarrasser de la caisse de retraite et du statut.

### « Non à la réforme des retraites », et après? Vous voyez autour de vous une conscience de faire partie de la classe ouvrière, une conscience que l'ennemi c'est le système capitaliste?

**M. :** Les illusions sur le parlementarisme étaient très fortes, les collègues étaient persuadés que la loi ne passerait pas, très étonnés lorsque le 49.3 a été déclenché. Malgré les discussions qu'on avait eu sur le fait que le gouvernement allait passer en force. Rebelote avec le Conseil constitutionnel. C'était un sentiment partagé y compris pas les plus combatifs. En tant que militants révolutionnaires, on rame à contre-courant sur ce sujet. On voit aussi que certains n'osent pas avouer qu'ils ont voté Macron ou Le Pen. Macron, c'est une ordure, donc il faut le dégager, et tout ira mieux. Les trotskystes du syndicat, ils réclament un « gouvernement des travailleurs », c'est-à-dire les ouvriers mais dans la main avec les cadres et les agents de maîtrise. Bref un truc complètement flou et 100 % réformiste.

Par contre les violences policières contre les manifestants ont beaucoup choqué, car les collègues étaient habitués aux manifs-fiesta. Mais sans forcément que ça débouche sur la conscience du rôle de la police comme chiens de garde du capital.

**T :** Sur le fond de la réforme, y'a aucune illusion. Tout le monde a compris que c'était une manière de satisfaire le patronat. Mais pour autant ça ne génère pas une combativité. En gros la pénibilité on en est conscient, on sait qu'on ne pourra pas travailler jusqu'à 64 ans mais on préfère ne pas trop y penser. Sur la question de la conscience de classe, c'est pas tout ou rien, ou la lutte collectif ou l'abrutissement. On a conscience qu'en tant qu'ouvrier on produit les richesses. Mais y'a toujours cette perspective de l'issue individuelle, pour soi ou ses enfants et y'a aussi des limites très flous en classe ouvrière, une identification assez facile avec tous les « petits », petits patrons, artisans, etc. On s'imagine faire partie du peuple, de ceux qui travaillent de leur main, qui en chie au travail, qui sont exploités par le patronat, mais aussi l'Etat et ses impôts. Ça coïncide avec la conscience que la valeur qu'on produit, elle est croquée par le patron, par les chefs et les gens qui ont des boulots inutiles dans les bureaux. Mais pas beaucoup plus. Si on posait la question, beaucoup se dirait anti-capitaliste mais en réalité c'est plutôt les abus du capitalisme qui sont visés. Il faut un bon salaire, des bonnes conditions de travail, un patron réglo. Dans ce cas-là le rapport de production capitaliste, il devient acceptable. Ça peut aussi dériver sur des trucs complotistes.

### Comment vous expliquez le peu de mobilisation dans votre boîte contre la réforme des retraites?

**T. :** Y'a pas eu de grève pour les retraites, à part quelques militants syndicaux. On était épuisés par la grève pour les salaires. L'échec sur le résultat de la grève mais aussi des décennies d'échec, parce qu'on a l'habitude que même quand y'a des grèves massives on arrive à limiter la casse mais pas à progresser sur les intérêts de la classe ouvrière. Le sentiment d'impuissance quand t'es pas dans une entreprise « nationale ». Quand t'es à la SNCF, à la RATP, tu te dis « on a le pouvoir de bloquer le pays ». Même dans une grande usine comme la mienne ça demanderait du courage de partir tout seul... Y'a une défaillance syndicale, l'habitude de la délégation, on laisse faire les syndicalistes, les mandatés, on leur fait confiance pour gérer. Les gens ne se posent pas trop la question de se mettre en grève.

Au travail, je constate que les ouvriers les plus conscients sont aussi les plus découragés. Parce qu'ils sont les plus conscients de la réalité du capitalisme. Ils sont souvent passés par l'industrie

automobile, ont été éduqués politiquement au contact de syndicats combattifs mais qui n'ont pas réussi à enrayer les restructurations.

Faut dire aussi qu'on vit dans un pays impérialiste, les gens sont pourris par la xénophobie, le chauvinisme, le nationalisme. Pour beaucoup, même chez les ouvriers, c'est vu comme le problème général de la crise, la source de leur problème. Le FN premier parti chez les ouvriers, c'est pas un hasard. Ça joue aussi sur la manière dont ils envisagent leur avenir, celui de leurs enfants, y'a toujours l'espoir de s'extraire de la classe ouvrière. Créer sa boîte, les études pour que les enfants ne soient pas ouvriers à leur tour, ça encourage pas le fait de prendre des risques, de faire des sacrifices collectifs quand on espère s'extraire de sa classe. C'est spécifique à un pays impérialiste où la classe ouvrière a l'illusion d'avoir des possibilités individuelles d'élévation sociale.

### Et en dehors de la boîte?

**M. :** Les militants combattifs de l'Union locale se sont rabattus sur les blocages, avec une surreprésentation des militants syndicaux de la petite-bourgeoisie, les personnels de l'éducation, les municipaux. On se retrouve comme en 2019, « actions, actions », un programme de blocages du matin au soir. Aucun débat, aucune priorité, on ne construit rien de collectif. D'ailleurs ça m'a marqué, on est allé bloquer un dépôt de bus de Flandres mais on était très peu, essentiellement des militants retraités et des étudiants. Les ouvriers RATP étaient passifs, en retrait, y compris les syndicalistes. Beaucoup de blocages stériles, avec peu de monde, qui n'ont pas duré longtemps. Grosse différence par rapport

à 2019, où il y a eu une grève massive à la RATP. Là c'était les raffineurs, les éboueurs qui étaient à la pointe de la lutte.

### La grève générale n'a pas eu lieu. Pourquoi à votre avis?

**T. :** D'un côté il y a l'explication du bureaucrate, il rejette toujours la faute sur les masses. « Les gens font jamais grève », « Ils ne pensent qu'à eux », etc. Ça revient à se défaire de sa responsabilité de militant. On peut trouver que l'état de conscience des masses il est décevant, mais la responsabilité historique, sur le temps long, c'est toi qui l'as! L'appareil syndical, il a la responsabilité d'élever le niveau de conscience des masses. Dans les entreprises où il y a eu des grèves importantes, c'est là où il y a des syndicats combattifs, qui sont à l'écoute des masses. Même sans parler de syndicat de classe.

Au premier mai, l'OCML-VP a distribué un tract où on disait : « On paye des décennies de compromissions syndicales ». Maintenant, comment on en sort?

De l'autre côté, il y a les anarchistes, les trotskystes, qui misent tout sur la spontanéité des masses. Ils ont raison de pointer la responsabilité de l'appareil syndical pourri qui n'a pas voulu organiser la grève de masse. Mais ils mettent de côté la question de la lutte de ligne contre le réformisme. La question c'est de construire une conscience ouvrière révolutionnaire, pas une question de tactique autour de la grève générale ou de la coordination des luttes. Ça passe par une lutte politique et idéologique contre le réformisme et pour la défense de nos intérêts de classe.



# APRÈS LE CONGRÈS DE LA CGT



*Le 53<sup>e</sup> congrès de la CGT a été animé, c'est le moins qu'on puisse dire, et pour les détails nous renvoyons aux divers articles de notre blog « Où va la CGT? »<sup>1</sup> sur le sujet. Mais trois mois après sa conclusion, quel bilan politique en tirer?*

Commençons par les points d'analyse que nous partageons avec le Courant intitulé « Unité CGT »<sup>2</sup> :

- Jamais la CGT n'a été aussi divisée, et l'unité réelle passera par les orientations et le fond politique. Nous rajoutons par la polémique pour démarquer les camps.
- La direction sortante a été désavouée par le rejet du rapport d'activité, par des votes importants d'amendements sur le document d'orientation, ce qui est historique pour la CGT et la marque de cette division profonde.
- Le Congrès a été remarquable par ses magouilles de couloir pour éliminer ses opposants les plus notables, Olivier Mateu de l'UD des Bouches du Rhône et Emmanuel Lépine de la Fédération de la Chimie, et s'est conclu par une révolution de palais à la tête de la direction confédérale avec l'élection de Sophie Binet.

C'est un peu le constat partagé qui promet des jours syndicaux tumultueux pour les années à venir...

Revenons maintenant sur le fond politique, qui marque les désaccords entre les divers courants.

### **LA DIRECTION SORTANTE, MARTINEZ ET MARIE BUISSON**

C'est un syndicalisme de terrain, militant, très à la base, marqué par le féminisme, l'écologie, la défense des sans-papiers, ouvert sur les évolutions sociales, sur la modernité de la société. Syndicalisme militant, syndicalisme de terrain, mais de tendance très réformiste et assez en retrait du syndicalisme d'entreprise : il faut rechercher des solutions possibles, avoir des résultats (c'est typique autour des sans-papiers, on ne cherche à régulariser que celles et ceux qui rentrent dans les critères du gouvernement), savoir être réalistes et faire des concessions, et de fait méfiant par rapport aux conflits durs. D'où plutôt favorable à ce qu'on appelle le syndicalisme rassemblé (l'unité syndicale), pas vraiment par conviction, mais par réalisme de terrain, on ne peut pas faire sans si on veut avoir des résultats.

C'est la dominante dans la CGT depuis des années, avec une référence à la lutte des classes

mise de côté, avec la priorité au « dialogue social » (on se rappelle peut-être les innombrables rencontres entre Bernard Thibault et Sarkozy), avec des propositions supposés réalistes mais tordues comme la Sécurité sociale professionnelle qui n'a jamais pris.

En fait c'est l'orientation syndicale des secteurs de la petite-bourgeoisie salariée (enseignants – comme Marie Buisson ou Sophie Binet, techniciens – comme Martinez, salariés du privés), l'UGICT et les cadres, les mêmes cibles que la CFDT d'ailleurs. En un peu plus combatif sous la pression des autres courants de la CGT, mais quand même moins que Solidaires, toujours sur le même terrain social. C'est un syndicalisme d'accompagnement très conflictuel qui fondamentalement ne remet pas en cause le capitalisme et son exploitation.

Martinez a cherché à imposer la candidature de Marie Buisson à sa succession, dans une manœuvre un peu minable et vraiment trop visible. Ce qui n'a évidemment pas manqué de provoquer une tempête interne.

Du coup, ce courant réformiste est passé à l'offensive, d'une manière très claire : il faut soutenir une candidature féministe contre les gros machos qui dominent encore la CGT – le constat n'est pas tout à fait faux, il faut le dire en passant.

Mais pour ce courant, la démarcation de fond, politique, n'est plus la lutte des classes mais le féminisme, qui devient la pierre de touche et de démarcation de toutes les orientations, avec une vague référence à une CGT de classe vidée de tout contenu. C'est ce qu'ont développé à la fois un courant syndical féministe qui soutenait « une dirigeante syndicale porteuse d'une ligne unitaire et d'ouverture »<sup>3</sup>, ou la pétition interne à la CGT<sup>4</sup> (publiée par les communistes libertaires de l'UCL qui ont soutenu sans vergogne cette candidature réformiste – lol!).

D'ailleurs ce courant de soutien s'est proprement effondré quand est apparue la possibilité d'autres candidatures de femmes, d'abord de Céline Verzeletti, puis l'élection finale de Sophie Binet, qui montrent qu'une orientation syndicale ne peut pas se réduire au féminisme – on en a vu trois versions, ce qui est une bonne chose, soit dit en passant.

Enfin, ce courant s'est clairement et publiquement affiché comme écologiste, ce qui est courageux dans le contexte interne de la CGT, et cela lui a été fatal. D'abord en s'affichant à La Chapelle Darblay (Rouen) pour la reconversion de la papeterie en usine de recyclage, puis en assumant sa participation au collectif « Plus Jamais ça » qui en avait été à l'initiative. Collectif syndical (CGT, FSU, Solidaires, Confédération Paysanne) et associatif (ATTAC, Oxfam, Amis de la Terre, Greenpeace), sur le champ écologique c'est un peu le secteur « radical », quoique réformiste, qui va ensuite donner aujourd'hui les « Soulèvements de la Terre ». Mais le fond de l'affaire, c'est que nombre de participants sont ouvertement anti-nucléaires. Et ça, à la CGT, ça ne passe pas. Toutes les références à ce collectif seront ainsi supprimées du document d'orientation du congrès, laissant la CGT sans orientation dans le domaine de l'écologie... ça fait désordre dans le contexte actuel.

### **LES SYNDICATS DES SERVICES « PUBLICS »**

Les gros bataillons de la CGT, majoritaire dans le public. Les cheminots (représentés par Laurent Brun), l'énergie (représentés par Sébastien Mennesplier), les fonctionnaires d'Etat, autant de secteurs attachés à la défense du « statut », c'est-à-dire des avantages acquis au sein de l'appareil d'Etat et encore (pour un temps) relativement préservés des restructurations et privatisations pour des raisons stratégiques de défense de l'impérialisme français.

On n'y retrouve pas la santé et l'éducation, particulièrement touchés depuis des décennies par les plans sociaux, les restructurations, les réductions d'effectifs, la précarité et les catastrophes sociales. Par contre les territoriaux, eux, s'y retrouvent partiellement dans la défense de certains privilèges liés aux municipalités et autorités territoriales diverses (communautés de communes, départements, régions...) issus de la décentralisation de l'appareil d'Etat, mais malgré tout étroitement liés à lui; cela dit, eux aussi sont féroce­ment attaqués par les restructurations successives et sont donc tiraillés entre le passé et un avenir qui ne peut être que de combat ou de soumission.

La spécificité de ce secteur, c'est la notion de « service public », dans son volet contradictoire :

sans aucun doute défense d'un service pour le public, mais surtout défense des acquis passés sur cette base. Donc peu ou pas d'interrogation sur la nature et le contenu d'un vrai service public (quel service? au service de qui, de quelles couches de la population? pour quoi?) et défense d'intérêts souvent corporatistes. D'où politiquement le projet traditionnel du PC de renforcement du rôle de l'Etat, de la constitution d'un capitalisme d'Etat sur la base de la nationalisation des grandes entreprises du service public, transports, énergie, finance.

C'est aussi la défense du « statut » du fonctionnaire, qui laisse de côté tous les travailleurs sous-traités au fil des ans sans véritable résistance, personnel moins qualifié qui a été abandonné à son triste sort pour préserver le sort des plus qualifiés.

Et à ce moment, on tombe forcément sur la question du nucléaire.

La CGT de l'énergie a une place centrale dans la confédération, plus particulièrement dans ce courant, que l'on peut qualifier « d'étatique ».

La CGT de l'énergie est fermement et absolument pro-nucléaire, quoi qu'il en coûte et certainement pas sur une base de classe, plutôt sur une base « géostratégique » et nationale<sup>5</sup> pour la défense tout à fait explicite de l'impérialisme français. Elle a repris de façon opportuniste le discours du GIEC (d'ailleurs comme l'entreprise patronale EdF) sur le réchauffement climatique et le nucléaire décarbonné, pour aller jusqu'à affirmer au mépris de toutes les évidences que le nucléaire est une énergie « renouvelable »!!! On est là dans l'aboutissement de la « défense du service public », défense du « monopole public de l'énergie », autour d'une ressource devenue vitale pour la population, toutes interrogations écologiques bannies, toutes contradictions de classe abolies : aussi bien le chômeur au RSA que le monopole de la chimie ou de la sidérurgie a besoin d'électricité – quel meilleur socle pour « un intérêt national » au-dessus des classes...

Autrement dit, les accidents nucléaires, les déchets ingérables pour des millénaires, le pillage radioactif du Niger, la sous-traitance établie en système d'exploitation (50% de l'effectif dans le fonctionnement normal d'une centrale, 80% en

phase de maintenance), tout est évacué au nom de l'intérêt national.

C'est le socle identitaire de la CGT, issu d'une certaine conception du socialisme des années 30 par **le rôle central de la bureaucratie d'Etat**, des experts en syndicalisme et en politique, vous savez, celles et ceux qui savent ce qui est bien pour vous... En fait, c'est la reprise à peine modernisée de l'expérience des ex-pays de l'Est qui a lamentablement échoué, le capitalisme d'Etat n'est jamais que du capitalisme, n'est-ce pas...

Mais dans la CGT, autour de secteurs de l'énergie, des transports, des services publics, cette idéologie est encore très présente en s'appuyant sur une couche de bureaucrates et de petits-bourgeois certains de savoir « mieux » gérer le capitalisme par le biais de l'Etat que les monopoles.

Aujourd'hui, quoi qu'on en pense, ces secteurs et fédérations sont « faiseurs de rois » dans la CGT, tout en évitant de proposer une orientation trop radicale susceptible de faire fuir des couches sociales très recherchées, en particulier chez les cadres et les techniciens. Electoraliste un jour, électoraliste toujours...



.....  
**Les congressistes CGT défilent à Clermont-Ferrand contre la réforme des retraites.**  
Source : NVO

## LE COURANT PRO-FSM

On pourrait discuter à perdre haleine si cela vaut vraiment la peine de distinguer ce courant du précédent, tellement ils sont proches – et d'ailleurs ils ont tendance à travailler ensemble. Mais en fait, si les différences sont minimes sur le fond, elles sont visibles dans la tactique et les positions politiques.

Le courant pro-FSM regroupe pour l'essentiel la Fédération de la Chimie, la Fédération du Commerce (pourtant dirigée par un mafieux bien connu), les départements des Bouches du Rhône (13) et du Val de Marne (94), avec deux personnalités en pointe Olivier Mateu des Bouches du Rhône et Emmanuel Lépine de la Chimie. Plus Benjamin Amar du Val de Marne totalement discrédité après une sombre affaire d'accusation de viol.

Il se caractérise par l'adhésion de ces structures à la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) fédération concurrente de la CES et de la CSI auxquelles participe la CGT, FSM qui, à côté de syndicats combattifs, regroupe les syndicats syriens, vietnamiens, iraniens, nord-coréens et autres proches des gouvernement et régimes dictatoriaux en place. On attend toujours les réactions de la FSM face au boucher Assad, ou au mouvement « Femmes, Vie, Liberté » en Iran.

Pourtant, ce courant est réputé combatif, et c'est la stricte vérité pour la Chimie et les Bouches du Rhône. En pointe dans tous les conflits (les raffineurs), sur des positions avancées (contre la sous-traitance), ces structures marquent une certaine forme de radicalisme dans la CGT, c'est incontestable. En ce sens la bataille qu'ils ont menée depuis des années contre le « syndicalisme rassemblé » avec la CFDT n'était pas dénuée de sens.

À côté de cette radicalité, c'est pourtant un courant très archaïque, fondamentalement anti-écologiste, productiviste (l'industrie avant tout, peu importe son caractère de classe et l'exploitation), et anti-féministe : ainsi ils n'ont pas jugé utile de respecter les règles statutaires de présentation paritaire des candidat.e.s pour les élections internes. Pour ensuite protester solennellement contre leur éviction ! Bref, c'est un courant de la CGT « à l'ancienne », telle qu'on a pu la connaître

dans les années 70/80, apparemment radical dans la combativité, en fait très réactionnaire par son projet de capitalisme d'Etat qui rejoint en tous points celui des structures des services publics. Il est vrai que le projet de la FSM est exactement celui-là, résidu des années du prétendu « socialisme réel », vrai capitalisme d'Etat exploiteur sous couvert de planification.

Le plus immédiatement visible est sa défense sans nuance de « l'industrie », des projets et contre-projets de réindustrialisation, en aveuglement complet du fonctionnement de la concurrence, du capitalisme mondialisé et de la guerre économique généralisée; quelque part l'équivalent dans l'industrie privée de la défense du nucléaire. On a ainsi vu Mateu dénoncer publiquement – au nom de la défense de « l'outil de travail » supposé neutre et garant de l'emploi, les écologistes radicaux qui ont envahi une cimenterie Lafarge pour dénoncer à la fois la pollution et les relations criminelles avec Daesh. Il fallait oser...

Pour la première fois lors d'un congrès CGT, ce courant (appuyé par le courant des Services Publics) a ouvertement mené l'offensive contre la direction sortante. Tout d'abord par un texte,



.....  
**Intervention de Sara Selami  
au Congrès de la CGT pour dénoncer  
les syndicats officiels liés  
au régime iranien, qui a jeté un froid  
dans les rangs des pro-FSM.**

publié en mai 2022, qui est en fait un document d'orientation alternatif, ensuite largement diffusé et débattu dans quelques structures. Ce document est publié et discuté sur le blog « Où va la CGT? », nous y renvoyons, le plus notable étant qu'il n'y a pas un mot (pas un seul) sur les travailleurs immigrés et les sans-papiers – c'est lourd. Ce courant a ensuite ciblé la candidature Buisson propulsée sans débat par Martinez, mais surtout la participation au collectif « Plus Jamais ça », assez explicitement écologiste et antinucléaire. Jusqu'à réussir à faire rejeter le rapport d'activité, à faire modifier substantiellement le document d'orientation (suppression de toutes les références écologiques), faire rejeter la candidature Buisson. Ce n'est pas rien. Et si les candidatures Mateu et Lépine n'ont pas été retenues pour la direction de la CGT (Commission Exécutive Confédérale CEC) pour les fameuses raisons statutaires, ils ont pourtant réussi, à obtenir 36% des mandats par le jeu des rayures et des rajouts lors du vote de la nouvelle direction. Un gros tiers, c'est plus que remarquable.

Et pourtant, cela signifie-t-il que 36% des syndiqués sont sur une position révolutionnaire et anticapitalistes comme ils le chantent désormais sur tous les toits? La belle blague, même eux n'y croient pas.

En fait, ces 36%, ce sont les syndicats dégoûtés des magouilles internes à leur syndicat, qui rejettent absolument l'alliance avec une CFDT honnie, et qui sont influencés par un discours qui s'affiche radical. C'est bien entendu un socle d'appui important. Mais prétendre qu'il s'agit d'un courant révolutionnaire et anticapitaliste est juste une plaisanterie, indépendamment même de ce qu'on appelle « anticapitaliste », souvent la version rock'roll de « anti Macron ».

### **ALORS, SOPHIE BINET, LA NOUVELLE SECRÉTAIRE GÉNÉRALE?**

Tout d'abord, disons les choses comme elles sont : c'est une apparatchik, opportuniste et ambitieuse qui a très bien manœuvré en restant en coulisse en début de congrès pour arriver en sauveuse pour la conclusion.

Elle n'a pratiquement jamais travaillé comme CPE, hormis peut-être son stage de validation

d'un an à Marseille, et a ensuite immédiatement récupéré une décharge nationale auprès de la CGT Educ'Action 93, à la grande surprise des syndiqués qui ne la connaissaient même pas. Comme de nombreuses.x réformistes, elle se fait une « carrière » syndicale (d'autres la font politique comme Bessac le maire PC de Montreuil). C'est une opportuniste, parfaitement dans la ligne confédérale même si elle était en froid avec Martinez, et qui a été propulsée au dernier moment par les syndicats des services publics, cheminots et énergie en tête. Excellente oratrice après des études de philosophie, elle est coriace au débat et sait dire ce qu'il faut, ce qui fait qu'elle plaît aux syndiqués pour ses interventions médiatiques.

À son actif, elle a eu un rôle important dans le collectif femmes-mixité au sein de la CGT, ce qui la démarque nettement du courant « beauf et patriarcal » encore bien vivace dans le syndicat. Certains la présentent comme écolo, mais ses premières prises de positions sont explicitement pro-nucléaires, retour d'ascenseur évident à l'Énergie qui l'a pilotée pour la prise de la direction.

Les « durs » de la FSM prétendent sous le manteau l'avoir « sous contrôle » et pouvoir en faire ce qu'ils veulent, franchement, opportuniste comme elle est, elle va naviguer à vue en fonction des contradictions et des soutiens, pour l'instant, elle ne fait que donner des gages à celles et ceux qui lui ont permis d'arriver au poste de secrétaire générale. À suivre.

**VOILÀ OÙ ON EN EST, POUR CE QUI EST DES MANŒUVRES AU SOMMET DE LA CGT**

Comme l'a titré le blog « Où va la CGT ? », « Tout ça pour ça ?? ». Car en fait rien n'a vraiment changé ni sur le fond, ni sur la forme, hormis l'arrivée d'une femme à la tête de la CGT, c'est quand même une première positive. Mais enfin, rappelons-nous Nicole Notat à la CFDT...

Au final, on ne voit apparaître aucun courant porteur d'une orientation syndicale de classe, anticapitaliste. C'est-à-dire qui remette en cause le mode de production capitaliste, son accumulation, et les rapports de production qui en découlent, la mondialisation et la guerre économique mondialisée.

Tous les courants au sommet portent le projet d'un capitalisme réformé, à visage humain, même si ce sont des variantes bien différentes.

**ET POUR CE QUI EST DES SYNDICATS ?**

Disons d'abord les choses : l'immense majorité des syndiqués n'a même pas entendu parler du Congrès, sinon pour apprendre par les médias que leur nouvelle secrétaire générale est une femme. Pratiquement pas de débats, même dans les structures de niveau supérieur, parfois seuls les bureaux fédéraux et départementaux ont pris le temps d'en discuter. Rares ont été les structures à prendre en charge véritablement la préparation du Congrès.

Et pourtant, les votes sont là. Des votes de méfiance, de ras le bol, appuyés par des congressistes opposants arrivés en masse. Mais pas plus.

Les syndiqué.e.s CGT sont là parce qu'ils et elles cherchent à se défendre vraiment face à un patronat et un gouvernement de plus en plus féroces. Ce qu'elles et ils veulent c'est la défense de leurs intérêts et rien d'autre, un discours et une pratique de classe, sans concession. Alors, bien sûr, ils préfèrent les positions d'un Mateu et de sa grande gueule ou de Sophie Binet aux discours plus diplomatiques de Martinez ou Thibault. Mais ce n'est qu'un point de départ, cela n'en fait pas pour autant des positions syndicales de classe.

L'avenir immédiat de la CGT va être tumultueux. Tout va dépendre maintenant de la pratique des syndicalistes de classe, qui ne se reconnaissent ni dans un courant réformiste ni dans un courant oppositionnel pour se développer et être capables de proposer une alternative.

.....

1. Voir <http://ouvalacgt.over-blog.com/2021/05/le-53eme-congres-de-la-cgt-sa-preparation-son-deroulement.html>  
2. <https://unitecgt.fr/congres-cgt-analyse-perspectives/>  
3. <https://blogs.mediapart.fr/resyfem/blog/180223/un-congres-cgt-sous-haute-tension-pour-le-mouvement-syndical-et-feministe>  
4. <http://www.comunisteslibertairescgt.org/Des-militantes-mobilisees-autour-de-Marie-Buisson.html>  
5. « Le nucléaire par ceux qui le font – paroles de salariés » (p63) Sébastien Menesplier, François Duteil, Editions Arcane 17, 2022

# AFRIQUE

## SI LA FRANCE EST EN PARTIE LA RUSSIE DE POUTINE



# LE PROBLÈME, EN SERA-T-ELLE LA SOLUTION ?

En 2018, le groupe Wagner [voir encart page 26] lié à la Russie et des conseillers militaires russes supplantent l'armée française en Centrafrique, jusqu'à présent chasse gardée de l'État français. Officiellement, l'objectif de l'opération Sangaris lancée en 2013, 7<sup>e</sup> Intervention de la France en RCA, était de mettre fin à une guerre entre fractions rivales qui déchirent le pays.

En 2022, c'est au tour de la junte militaire au pouvoir au Mali de demander le départ des troupes françaises stationnées depuis plus d'une décennie dans ce pays d'abord dans le cadre de l'opération « Serval », ensuite dans le celui de l'opération « Barkhane ». Parallèlement, la coopération militaire avec la Russie et le groupe Wagner s'est renforcée.

En janvier 2023, dans un contexte de rumeurs de rapprochements avec la Russie et le groupe Wagner, le gouvernement du Burkina-Faso dénonce l'accord de 2018 avec la France régissant la présence dans le pays de 400 membres de forces spéciales de l'opération « Sabre ».

## QUELS SONT LES TRAITS COMMUNS ENTRE CES TROIS PAYS (CENTRAFRIQUE, MALI, BURKINA) ?

- Ils sont tous les trois d'anciennes colonies françaises indépendantes depuis 1960 ;
- Ils sont toujours membres de la zone monétaire Franc CFA sous l'égide de la France ;

- Ils ont toujours le français comme langue officielle ;
- Ils sont tous des pays enclavés sans débouchés sur la mer ;
- Ils ont été depuis l'indépendance le théâtre de rebellions ou de nombreux coups d'État dont plusieurs téléguidés ou exécutés directement par la France (par exemple le remplacement de Jean Bedel Bokassa par David Dacko en Centrafrique, ou l'assassinat de Thomas Sankara au Burkina) ;
- Ils abritent dans leurs sous-sols des gisements d'or et/ou de diamant, et pour le Mali d'énormes réserves potentielles d'hydrocarbures surtout dans le Nord. Cet aspect a son importance, car Wagner est souvent accusé de faire payer ses prestations par les ressources naturelles du pays.
- Le soutien populaire aux retraits de l'armée française doublé d'un appel à la Russie dans différentes manifestations.

## DEHORS MACRON ET LA FRANCE, BIENVENUE POUTINE ET LA RUSSIE EN AFRIQUE ?

La situation géostratégique du continent est bien plus complexe que les manifestations de jeunes africains contre la présence française semblent l'affirmer. Car ce qui se joue actuellement en Afrique implique, outre la France et la Russie, plusieurs acteurs tels que la Turquie,

la Chine, les USA, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Union Européenne (UE) etc. Et la compétition entre ces différents acteurs ne se limite pas au terrain militaro-stratégique ou géopolitique, elle embrasse des dimensions culturelle, informationnelle, économique, etc. Par exemple, au niveau économique, la Russie pourrait être qualifiée de « nain » par rapport aux USA, à la Chine, à l'UE, etc. Par ailleurs aussi, le groupe Wagner, comme faux nez de la Russie, ne sévit pas qu'en Afrique francophone, il a été ou est présent au Mozambique, en Lybie et au Soudan.

## LES RAISONS DES AVANCÉES DE LA RUSSIE

Qu'il y ait un rejet de la France et de l'Occident en général dans la conscience et dans l'imaginaire des peuples africains ne fait aucun doute. Il n'y a qu'à convoquer le passé ou le passif de la traite esclavagiste, de la colonisation, de multiples interventions militaires ou de coups d'État ou d'assassinats de dirigeants africains « non conformes » aux intérêts des pays occidentaux de Lumumba en 1960 à Kadhafi en 2011 en passant par Sankara en 1987.

Face à ce lourd passif de l'Occident, le groupe Wagner met en avant sans nuances et sans aucune réserve le soutien traditionnel de l'ex-URSS à la lutte des peuples africains contre le colonialisme et l'apartheid. Or il s'agit d'une présentation idyllique à nuancer.

Certes l'ex-URSS a reconnu les mouvements de libération d'Afrique (y compris ceux armés), les a soutenus au sein de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) contrairement à l'Occident,

mais le principal soutien de l'ex-URSS est allé à des régimes comme celui de Nasser en Égypte, acteurs d'un prétendu « développement non capitaliste ». Un des crédos de l'ex-URSS n'a jamais été l'internationalisme prolétarien et le soutien incondicional à la révolution mondiale, mais la coexistence pacifique avec le camp impérialiste occidental. Ainsi le régime marxiste de Samora Machel et base-arrière au Mozambique des mouvements de libération d'Afrique du Sud et de Namibie a été contraint de signer un accord de non-agression avec le régime raciste sud-africain, faute d'un soutien international.

En général, le groupe Wagner utilise d'une manière efficace le filon « anticolonialiste » et « anti-néocolonialiste » pour toucher une corde sensible des populations africaines, en particulier de sa jeunesse. Avec peu de moyens par rapport aux télévisions ou radios de la France, des USA etc. avec leurs antennes FM dans les grandes villes africaines, le groupe Wagner avec son armée d'internautes a réussi à stimuler de nombreux comptes Facebook et Twitter qui ont touché la jeunesse africaine branchée sur les réseaux sociaux. Dans ce travail de propagande-communication-désinformation, le groupe Wagner s'appuie aussi sur les vidéos, les textes, les audios de la télévision russe Russia Today (RT) et sur l'agence de presse multimédia Sputnik. Le groupe Wagner use de tous les artifices de la manipulation : informations non vérifiables, mensonges, informations hors contexte, sources non fiables, informations vraies mais instrumentalisées. (...)

Ainsi à travers ses différents canaux, le groupe Wagner ne s'est pas privé d'insister sur la



discrimination dont ont été victimes les Noirs et les Arabes durant l'exil des populations pour fuir l'Ukraine à la suite de l'invasion russe, mais aussi dans l'accueil de ces mêmes populations dans les pays européens. Le tsunami de sanctions adoptées par « le monde libre, civilisé et démocratique » contre la Russie à une vitesse météorique à la suite de son agression contre l'Ukraine illustre le « deux poids-deux mesures » qui a réduit à néant le peu de crédit qui restait à la France, entre autres, de la plupart des peuples des pays dominés, en particulier africains. Ce « deux poids-deux mesures », considéré comme l'essence de normes internationales définies par l'Occident, est vécu comme une humiliation par les pays du « Tiers-Monde », africains en particulier mais aussi par la Russie depuis l'effondrement de l'ex-URSS. C'est une aubaine pour la Russie et Wagner de jouer sur des cordes sensibles partagées.

Dans la même veine, le groupe Wagner pointe les interventions de l'Occident en Afghanistan, en Irak, en Libye. Interventions présentées non seulement comme violation de la souveraineté de ces États, mais comme incubateurs d'organisations jihadistes : Al-Qaïda en Afghanistan, État Islamique en Irak, leurs filiales au Sahel en Afrique à la suite de l'intervention franco-britannique soutenue par les USA en Libye en 2011 pour renverser le régime de Kadhafi. À ce propos, le statut de pompier-pyromane de l'Occident dans le combat contre les groupes djihadistes imputé à la France fait mouche dans l'opinion publique en Afrique de l'Ouest.

Cependant, la Russie et des acolytes de Wagner ferment les yeux sur la compassion à géométrie variable dont ils sont complices avec l'Occident, comme le sort du peuple palestinien ou la tragédie du peuple kurde car la Russie est plus ou moins alliée de leurs bourreaux que sont Israël, l'Iran, la Syrie, la Turquie, etc.

2015 Date présumée d'arrivée dans le pays

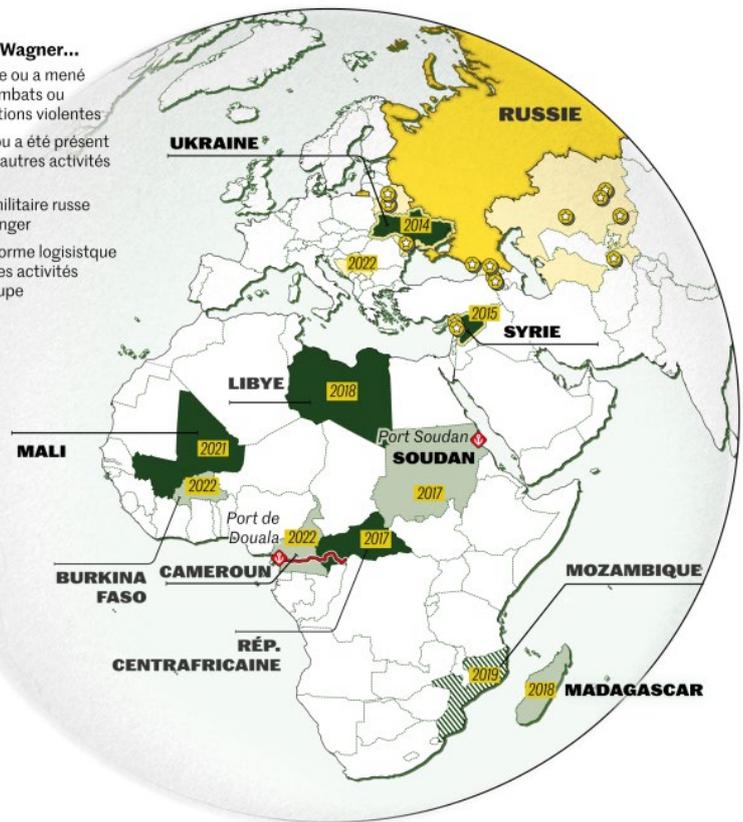
Pays où le Groupe Wagner...

... mène ou a mené des combats ou des actions violentes

... est ou a été présent pour d'autres activités

Base militaire russe à l'étranger

Plate-forme logisitique pour des activités du groupe



## DEUX POIDS, DEUX MESURES

Ce double-standard ou « deux poids-deux mesures » de l'Occident en particulier de la France existe au niveau régional ou sous-régional. L'opinion africaine est choquée et scandalisée par le traitement contradictoire réservé d'une part aux coups d'État au Mali, au Burkina-Faso, en Guinée, et d'autre part au coup d'État de facto monarchique au Tchad où Mahamat Déby a remplacé son père le maréchal Idriss Déby après sa mort, en violation de la constitution selon laquelle la transition devait être assurée par le président du parlement tchadien en attendant l'organisation de nouvelles élections présidentielles. Une pluie de condamnations, de sanctions s'abat sur les trois autres juntes militaires de la part de la « communauté internationale » [France, Union Européenne (UE), Union Africaine (UA), la Communauté Économique des États de l'Afrique l'Ouest (CEDEAO<sup>1</sup>), etc.] et tolère ou adoube même sans gêne ce changement inconstitutionnel au Tchad.

.....  
<sup>1</sup> La CEDEAO est une organisation régionale regroupant les 15 pays de l'Afrique de l'Ouest, à l'exception notable de Mauritanie. Elle est politiquement discréditée dans l'opinion africaine qui la considère comme un syndicat de chefs d'État prompts à sévir contre les coups d'État militaires et non contre les coups d'État anticonstitutionnels commis par des chefs d'État membres pour trafiquer les constitutions et en particulier violer la limitation du nombre de mandats successifs.

## À PROPOS DU GROUPE WAGNER

---

Quel lien entre ce groupe et le compositeur Wagner du xix<sup>e</sup> siècle, à la musique aux accents guerriers? Un de ses co-fondateurs et ancien militaire, Dimitri Outkine, célèbre pour ses tatouages SS dans le creux des clavicules, est un grand admirateur du compositeur. Tandis que l'autre co-fondateur Evgueni Prigojine, un civil, en est le véritable chef. Il fut ancien repris de justice et « cuisinier » de Vladimir Poutine en étant le fournisseur culinaire du Kremlin à la tête d'une entreprise de restauration.

Le groupe fut créé en 2014 dans le Donbass ukrainien pour soutenir les groupes séparatistes pro-russes. Bien qu'il soit en fait un faux nez de l'État russe, il existe en dehors de tout cadre juridique, n'entretient aucune relation officielle avec lui et peut même être en contradiction avec lui. Les actions de Wagner comportent plusieurs volets :

Un volet militaire où il s'engage comme garde prétorienne d'un régime politique pour assurer sa survie ainsi que pour veiller sur des sites stratégiques contre d'autres fractions armées. On impute à Wagner des prestations de formation en sécurité, mais ces dernières sont en général prises en charge par l'État russe dans le cadre d'un partage implicite des rôles en Centrafrique. En contrepartie, Wagner se paie sur la bête c'est-à-dire directement sur les ressources minières du pays.

Un volet militaire de surveillance pour un État de sites économiques ou miniers contre d'autres groupes criminels, mafieux, etc. sans implication dans un conflit armé avéré. Ainsi, au Cameroun, Wagner assure la sécurité de toute la chaîne logistique permettant de transporter les minerais pillés en Centrafrique sans débouchés maritimes jusqu'au port camerounais de Douala.

Un volet de propagande-désinformation qui est couplé avec le volet militaire en général contre l'impérialisme occidental et ses alliés locaux, mais aussi uniquement pour infiltrer la société civile et s'ingérer dans les élections comme au Madagascar. Ces activités font écho aux ingérences imputées à la Russie dans les élections aux USA, en France, dans le référendum sur le Brexit, etc. par les pays occidentaux. En effet, Wagner mène un recyclage très efficace du discours « anti-impérialiste » hérité de la période de l'ex-URSS et relayé par acteurs locaux rémunérés, acquis idéologiquement ou simplement dégoûtés par des décennies d'arrogance et domination de la France. Les milliers de cadres au Mali formés en ex-URSS ou en Russie sont des leviers sur lesquels s'appuient la Russie et Wagner. Par ailleurs, vu l'importance de cette guerre informationnelle ou médiatique, il est inapproprié de caractériser Wagner uniquement comme un groupe armé. Il est plus que cela.

À travers ces différents volets, Wagner est intervenu ou intervient dans différents pays avec ou sans conflits armés : Ukraine, Syrie, Libye, Mali, Centrafrique, Madagascar, Burkina-Faso, Mozambique, Cameroun, Soudan, etc.

Les effectifs de Wagner sont plus modestes que leur réputation. Ils seraient d'environ 10 000 individus et ont bondi jusqu'à 50 000 hommes à la faveur du recrutement d'environ 40 000 personnes dans les prisons russes. Pour l'essentiel, ils sont mobilisés dans la guerre d'invasion de l'Ukraine. Au Mali, ils seraient environ 1 500 à 2 000 personnes, ce qui est faible par rapport aux effectifs de l'opération française « Barkhane » d'environ 4 000 à 5 000 soldats avant le retrait français en 2022, sans compter les 900 membres de l'opération européenne « Takuba » avant leur départ en 2022 aussi.

Comme en Centrafrique, Wagner est rémunéré en nature sur les ressources naturelles au Soudan, en l'occurrence en or sur un gisement situé dans la localité d'Al-Abiddiya alors qu'au Mali contrairement aux rumeurs, Wagner perçoit de l'argent via une ligne budgétaire des services secrets dans un document officiel qui a été involontairement divulgué (Le Monde, 03/02/2023). Selon ce document, les 1 500 à 2 000 hommes de Wagner couteraient mensuellement 6 milliards de Francs CFA (9 millions d'Euros) à l'État malien.

Il ne s'agit pas seulement de l'Afrique francophone. La place de la France en Afrique est contestée aussi en Afrique du Sud, un pays anglophone éloigné de l'ex-chasse gardée française, où se sont déroulées récemment des manifestations contre la présence française en Afrique. Cette tendance s'inscrit dans le sillage d'un mouvement dans toute l'Afrique d'une réaffirmation néo-pafricaniste et d'une volonté de renaissance africaine, surtout au niveau de la jeunesse. Avec son arrogance et sa politique du fait accompli, la France s'est aussi mise à dos une grande partie de l'opinion anglophone africaine en usurpant le projet de monnaie unique ECO porté par les 15 Etats d'Afrique de l'Ouest pour un ravalement de façade de la Zone Franc CFA de plus en plus contestée. Avec la complicité du président ivoirien Alassane Ouattara, le président français Emmanuel Macron s'est emparé de l'ECO pour rafistoler un Franc CFA politiquement discrédité.

Une autre raison de la posture avantageuse de la Russie et de Wagner est tout simplement l'échec de la lutte contre les groupes jihadistes. Malgré la présence depuis plus d'une décennie de milliers de soldats français (Barkhane), européens (Taku-ba), des casques bleus de l'ONU (MINUSMA) avec des équipements variés et sophistiqués, l'influence jihadiste grandit avec son lot croissant de massacres, de violences, de déplacements des populations civiles. Pire au Mali, la France est soupçonnée de collusion avec le Mouvement National de Libération de Azawad (MNLA) qui revendique l'indépendance de l'Azawad c'est-à-dire la moitié Nord du Mali habitée essentiellement par des Touaregs. Car après le succès de l'opération Serval lancé en 2013 par la France contre la déferlante jihadiste vers la capitale Bamako, l'armée française s'est arrêtée devant la zone tenue par le MNLA et a empêché l'armée malienne d'y pénétrer.

Au-delà du Mali, il y a une cause commune à l'échec contre les mouvements jihadistes du fait de leur insertion dans les aspirations des populations locales. L'absence d'État au sens de services publics ou au contraire sa présence comme bourreau des populations civiles ont constitué le terreau de l'enracinement des groupes jihadistes dans ces « no man's lands ». Beaucoup de jeunes de ces régions rejoignent les mouvements jihadistes pour survivre à travers différents trafics, rackets ou différentes rançons ou bien pour venger leur entourage victime d'exactions ou de

crimes de l'armée officielle censée les protéger.  
**DANS LE SAHEL OUEST-AFRICAIN, LA GUERRE ANTI-JIHADISTE N'EST PLUS UNE GUERRE « IMPORTÉE » AVEC DES ACTEURS ÉTRANGERS JIHADISTES, MAIS ESSENTIELLEMENT UNE GUERRE AVEC UN ENRACINEMENT LOCAL.**

Il faudrait aussi souligner que l'intervention de la Russie dans la guerre civile en Syrie a rehaussé sa cote au niveau des populations africaines, entre autres. Cette intervention russe a changé le cours de la guerre en remettant en selle le régime sanguinaire d'Assad dont l'acte de décès était annoncé par l'Occident, même si pour y arriver, l'armée russe a dû raser Alep comme elle a rasé Grozny, la capitale de la Tchétchénie. Durant le « printemps arabe » en Syrie, les pays occidentaux ont soutenu des forces jihadistes comme Al Nostra contre le régime en place. Alors qu'aillieurs, ce même Occident a soutenu tous les régimes arabes au pouvoir, y compris au Bahreïn où l'intervention de l'Arabie Saoudite pour y écraser les manifestations n'a pas été condamnée. Pour les peuples des pays dominés, le succès de l'intervention russe est considéré comme une juste « correction » ou une « revanche » vis-à-vis de l'Occident pour son intervention en Irak en violation du droit international ainsi que pour son intervention en Libye en outrepassant le mandat de l'ONU jusqu'à renverser le régime de Kadhafi.

Une dernière raison de l'a priori favorable à la Russie et Wagner en Afrique, c'est la modestie, la faible envergure des relations et la place de la Russie dans les pays concernés tant sur le plan historique que politique ou économique. Au niveau des opinions africaines, la Russie ne fait pas **encore pour le moment** l'objet d'un procès pour hégémonie, condescendance, paternalisme, morgue ou arrogance. Des pays occidentaux comme la France ou les USA sont grillés, voire carbonisés avec le passif de la traite esclavagiste, de la colonisation ou du néo-colonialisme, connu pour la France sous le vocable de « Françafrique » caractérisant les rapports incestueux entre la France et la plupart de ses ex-colonies africaines. Quant à la Chine, au vu de son imposante présence économique dans certains pays africains, elle tend de plus en plus à être accusée d'hégémonie, d'arrogance et de mépris envers les populations locales à cause de la collusion entre les élites locales corrompues et les capitalistes chinois. (...)

## PASSER DU CAVALIER FRANÇAIS AU CAVALIER RUSSE OU BIEN NE PLUS ÊTRE UNE MONTURE?

C'est l'interrogation plus ou moins sincère des intellectuels occidentaux interpellant les africains lambda sur le mode : « Hey, vous avez vu maintenant avec la Russie, avec la Chine ! ». Faut-il répondre à cette interpellation par le silence ou le mépris, par un haussement d'épaules ou un sourire narquois? Voilà des siècles que les peuples africains ont fait l'amère expérience de ce dont est capable le coq français!

En fin de compte, rappelons deux proverbes issus de la sagesse de peuples eux-mêmes victimes de ce passif :

- « *Quand on n'a pas le derrière propre, on ne doit pas se moquer du singe qui monte sur l'arbre* »;
- « *Ce n'est pas le porc qui doit donner des leçons de propreté ou d'hygiène en général parmi les animaux de l'arrière-cour* ».

Plus sérieusement, il faut bien analyser cette tendance à changer de parapluie d'allégeance de l'Occident au profit de la Russie. Car les conséquences seront probablement dramatiques en termes de désillusions et susceptibles de semer le découragement ou l'apathie.

Historiquement, l'Afrique a été colonisée par plusieurs puissances coloniales européennes : France, Angleterre, Portugal, Allemagne, Belgique, Portugal et Espagne. De toutes les relations des pays africains avec leurs anciennes puissances coloniales, seule la relation avec la France a la particularité d'un maintien d'un cordon ombilical à tel point qu'on parle de « **Françafrique** », alors qu'on ne parle pas d'« **Angleterrafrique** », et encore moins de « **Belgafrique** », « **Portugalafrrique** », ou de « **Espagnafrique** ». La « **Françafrique** » n'est que la continuation d'une colonisation assimilationniste à nulle autre pareille avec une insistance sur la « **mission civilisatrice** » comme mobile principal du colonialisme.

La France est la seule ancienne puissance coloniale à garder en Afrique jusqu'à présent une zone d'influence à la fois économique avec ses multinationales (Orange, Bouygues, Eiffage, TotalEnergies, Danone, EDF, Engie, Limagrin, LMVH, Lactalis, Auchan, CMA CGM etc.), monétaire avec 14 pays membres d'une zone monétaire Franc CFA sous la tutelle du Trésor français, culturelle avec le français comme langue officielle ou langue d'enseignement dans les pays de l'Afrique dite francophone. Sans compter les bases ou forces militaires françaises toujours présentes



dans différents pays africains : Niger, Tchad, Côte d'Ivoire, Sénégal, Gabon, Djibouti.

A contrario, l'approche britannique a été plus prosaïque en cachant moins les motivations mercantiles de l'entreprise coloniale. Dans cette optique, l'Angleterre a été jusqu'à promouvoir des « self-governments » ou « gouvernements autonomes » durant la période coloniale pour s'occuper, elle, de l'essentiel, à savoir les affaires !

Il va de soi qu'un formatage des cerveaux durant des siècles par un endoctrinement assimilationniste français a marqué durablement les supposées élites de l'Afrique francophone. Cela engendre un mimétisme dans le discours ou dans les institutions qui perdurent jusqu'à présent. Par exemple, prenons seulement le nom de certaines institutions au Sénégal, les perroquets de la bureaucratie-technocratie ont copié ou repris ou répété tels quels des noms d'organismes ou entités françaises : Cour des Comptes, ORSEC (ORganisation des SECours), GIGN (groupe d'Intervention de la Gendarmerie Nationale), etc. Avec un niveau aussi borné d'inspiration ou de créativité, nul besoin de cerceau, une moelle épinière serait suffisante. Une grande partie de la « classe politique » est contaminée par cette aliénation mimétique. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que l'émancipation vis-à-vis d'un maître ne puisse être envisagée que dans la perspective de se mettre sous la tutelle d'un autre. On en a marre de l'impérialisme français, au lieu de s'engager dans une voie d'indépendance, de réelle souveraineté, mettons-nous sous pavillon russe pour voir ! Peut-être, ce ne sera pas pire !

Politiquement, la Russie tire parti d'un contexte de développement, mais de dépolitisation de mouvements sociaux contre la France et l'Occident en général, contre la domination impérialiste en collusion avec des régimes en général civils vomis par les populations. Ce sont des mouvements spontanés sans conscience claire des buts et sans compréhension des moyens d'y parvenir. En leur sein, il y a une grande mobilisation d'une jeunesse radicalisée à qui il manque la mémoire de toutes les luttes populaires, ouvrières, anti-impérialistes menées jusqu'à un passé récent. Cette mémoire devait être portée ou transmise par une gauche très affaiblie ou inexistante.

## LA FAILLITE DE LA « GAUCHE » AFRICAINE

Dans cette gauche, il y avait dans le passé des forces importantes plus que critiques ou réservées envers l'ex-URSS. Ainsi des organisations trotskystes, maoïstes, anarchistes, situationnistes considéraient l'ex-URSS comme un pays capitaliste à l'intérieur et un pays impérialiste à l'extérieur utilisant le vernis socialiste ou communiste pour berner les peuples. Tandis que des organisations d'alors de la bourgeoisie nationale sans hostilité ou alliée à l'ex-URSS adoptaient une certaine distance vis-à-vis d'elle qui pourrait être assimilée à un « non-alignement ». Maintenant, toutes ces digues ont sauté.

Bien avant l'irruption de la Russie et de Wagner en Afrique de l'Ouest, la gauche ou ce qui en restait a fait la preuve de son inconséquence et de son inconsistance en soutenant l'intervention militaire de l'armée française à travers « l'opération Serval » en 2013 au Mali contre les jihadistes qui fondaient vers la capitale malienne. D'ailleurs à la suite du succès de cette intervention, le président français François Hollande a reçu un accueil à Bamako, la capitale malienne, qu'il considère comme « le plus beau jour de sa vie ». Quant à la gauche ou peut-être plus correctement la « gauche » en Afrique de l'Ouest qui a soutenu l'intervention pour défendre « l'intégrité territoriale » du Mali, elle a considéré que les régimes actuels africains bureaucratiques et compradores liés à l'impérialisme (en particulier français) constituent un moindre mal par un rapport à un régime jihadiste. D'où pour cette pseudo-gauche, la justification d'une « union sacrée » avec les présumés ennemis seulement pour bâtir une « armée » servant à réprimer « son propre peuple » et à faire des défilés comme une armée d'opérettes. Par la suite, devant l'enlisement, l'échec de l'intervention militaire française et son rejet croissant par les populations, cette soi-disant gauche n'a pas esquissé le moindre début de commencement d'autocritique sur son soutien antérieur de facto à l'armée française et au régime au pouvoir au Mali en 2013.

Après cette soumission de facto à l'impérialisme français, rien d'étonnant à ce que cette prétendue gauche s'aligne sur un nouveau parrain potentiel qui se présente, la Russie. En agissant ainsi, cette « gauche » donne une caution à

la récupération par les juntes militaires au Mali et au Burkina Faso d'un sentiment patriotique, anti-impérialiste en invoquant la mémoire de Thomas Sankara, icône de la jeunesse africaine révoltée et dirigeant de la révolution au Burkina assassiné en 1987 par un coup d'État soutenu par l'impérialisme français et ses alliés dans la sous-région (Côte d'Ivoire, Togo, Sénégal, etc.). Or les directions des juntes militaires n'ont rien à voir avec Thomas Sankara ni dans leurs trajectoires politiques, ni dans leurs idéaux. Thomas Sankara fut très tôt politisé durant sa formation militaire en tant qu'élève-officier et se lia dans la clandestinité avec des organisations d'extrême-gauche et avec le mouvement populaire. A contrario, ces juntes militaires ont profité de mouvements populaires contre des régimes civils légalement élus et discrédités pour « ramasser » le pouvoir. **Le sentiment national qu'elles brandissent et qu'elles flattent n'est qu'un écran de fumée pour berner les populations et les forces politiques sincères. Leur préoccupation principale est la sauvegarde d'un pouvoir confisqué de soulèvements populaires et des privilèges qui vont avec. Pour ce faire, l'appel à la Russie et à Wagner leur sert d'assurance-vie. (...)**

Maintenant, si une gauche avec ou sans guillemets est capable d'entériner une telle imposture patriotique ou anti-impérialiste, qu'attendre d'une jeunesse africaine révoltée mais dépourvue d'une boussole idéologique consistante et de la mémoire des luttes antérieures des forces révolutionnaires pour un autre type de société ? Malgré son énergie, son dévouement, l'engagement de cette jeunesse est condamné à une voie de garage faute d'une solide assise idéologique, d'une maturité politique et d'organisations pour la regrouper. Ces jeunes n'ont connu que la seule tutelle française ou occidentale sur leur pays, si bien que dans les contradictions entre les pays occidentaux et d'autres puissances (émergentes ou ré-émergentes), le réflexe est d'appliquer caricaturalement le faux proverbe : « l'ennemi de mon ennemi est mon ami ». Il s'agit d'un anti-Occident, d'un anti-USA, d'un anti-France primaires qui entraîne un alignement derrière ou un soutien automatique à l'Iran, à la Chine, à la Russie, à Cuba, à la Corée du Nord, au Venezuela, etc. Et pourquoi pas tant qu'on y est une allégeance au régime des Talibans en Afghanistan au vu de leurs contradictions avec

l'Occident ? Et c'est comme s'il y avait une différence qualitative entre les impérialistes occidentaux et les autres puissances concurrentes alors qu'elles divergent non pas sur la question du califat, mais uniquement sur celle de savoir qui devrait être calife à la place de l'autre. (...)

Abstraction faite des aspects politique et éthique, une logique élémentaire commanderait de quitter un parapluie militaire pour s'abriter sous un autre parapluie au moins aussi performant, ce qui n'est pas le cas de la Russie. Or l'interventionnisme militaire de la Russie poutinienne très médiatisé crée un miroir grossissant sur sa place dans le monde. Mais contre les idées reçues ou en vogue, sur le plan militaire, c'est la Chine qui a désormais noué des accords avec quarante-cinq pays africains et la Russie seulement dix-neuf depuis 2014, et c'est la Chine qui est en train de dominer l'économie du continent.

## PERSPECTIVES

La Russie et Wagner ont le vent en poupe. Il n'y a aucune raison qu'ils changent les méthodes qui leur ont fait gagner des positions. Avec à la clé, l'éjection de l'armée française de trois pays jusqu'à récemment faisant partie de la zone d'influence de la France : Centrafrique, Mali et Burkina-Faso. Tout porte à croire que le groupe Wagner et la Russie vont accroître leur présence militaire. Néanmoins, l'expérience a montré que le groupe Wagner n'a nulle part amélioré la situation sécuritaire. À supposer qu'il puisse le faire, il ne le ferait pas car son intérêt pour rester indispensable est l'existence d'un certain niveau minimal d'insécurité et d'instabilité. Il en sera très probablement ainsi au Mali et au Burkina-Faso. Son fiasco le plus éclatant a eu lieu au Mozambique où Wagner a quitté le pays en 2019 après avoir subi d'énormes pertes face une rébellion jihadiste dans le Nord du pays abritant d'importants gisements gaziers.

Quant au régime au pouvoir en Centrafrique et aux juntes militaires burkinabée et malienne, pris en tenaille entre l'impossibilité de satisfaire les aspirations légitimes de leurs populations et la dégradation de leurs relations avec les pays occidentaux, leur survie en tant que co-prédateurs de « leurs » peuples est tributaire des prestations militaires du duo Russie-Wagner.

Concernant l'impérialisme français, il tient à préserver ce qu'il peut de ce qui était jusqu'à présent sa chasse gardée. Il s'y prend avec toujours une morgue, une condescendance, un paternalisme qui ne peuvent qu'amplifier la lame de fond de la haine et de la révolte contre la domination néocoloniale française séculaire au sein des peuples africains, surtout au niveau de la jeunesse. Dans un contexte de dénonciation d'un réel néocolonialisme entre autres instrumentalisée par l'ours polaire russe, comment interpréter autrement la sentence du ministre français des armées Sébastien Lecornu selon laquelle l'Afrique ferait « partie de notre profondeur stratégique » (le Journal du Dimanche du 19/11/2022). De même qu'on hésite entre l'indignation ou la rigolade quand le président français Emmanuel Macron ose (dans le Figaro du 27/07/2022) dénoncer la Russie comme l'« une des dernières puissances impériales coloniales » en Afrique. Pour toutes ces raisons, la France va continuer à perdre du terrain sur son ancien pré-carré.

Pour d'autres pays comme le Sénégal, le principal candidat de l'opposition Ousmane Sonko a toutes les chances d'être élu aux élections présidentielles de février 2024, si sa candidature n'est pas invalidée d'ici là et imposera un aggiornamento des relations avec la France, à défaut d'une rupture. Il faut mentionner que la perte d'influence de l'impérialisme français n'est pas seulement géopolitique, mais elle est aussi économique et culturelle. Elle est le résultat de la confrontation avec des puissances émergentes ou alliées telles que la Chine, la Turquie, l'Allemagne en tant que premier partenaire économique européen, du Royaume-Uni à la recherche d'un autre espace dans le cadre du « Global Britain » après le Brexit. Cependant, ce recul de la France ne doit pas cacher une autre tendance c'est-à-dire son redéploiement vers des pays lusophones ou anglophones économiquement plus importants, en l'occurrence l'Angola, le Nigeria, le Kenya, l'Afrique du Sud.

En ce qui concerne les peuples africains, l'alternative est entre l'embrigadement derrière des projets flattant le sentiment national d'allégeance à un autre impérialisme OU BIEN esquisser une voie d'émancipation sociale pour le progrès social et le bien-être de toutes les populations. Cette voie devrait réaliser au passage

une véritable libération nationale impliquant le retrait de toutes les troupes et bases militaires d'Afrique, la fin de l'arrimage à toute monnaie d'une puissance impérialiste (ancienne ou émergente), la valorisation des langues nationales pour en faire des outils d'alphabétisation générale pour diffuser une culture scientifique de masse et une formation de base dans l'agriculture, la pêche, l'élevage et l'artisanat, etc.

Néanmoins, il ne faut pas se faire des illusions. Cette voie ne peut être assumée que par des forces de gauche qui sont très affaiblies, voire quasi-inexistantes aujourd'hui. D'où la traversée à venir d'une période d'incertitudes où l'apparente facilité d'un sauveur providentiel extérieur l'emportera sur la construction lente, patiente d'une force autonome, radicale organisant et mobilisant de larges couches populaires pour leurs intérêts bien compris. Il en résulte qu'en Centrafrique, au Mali et au Burkina-Faso, entraînées par les régimes en place ou leurs forces alliées, les populations feront l'amère expérience d'une tutelle ou « d'un partenariat » avec la Russie et le groupe Wagner à leurs dépens. Il en découlera des cruelles désillusions dont on voit les signes avant-coureurs, à savoir entre autres les avancées jihadistes et l'aggravation des violences contre les populations civiles, malgré la présence de Wagner et la coopération militaire avec la Russie. Avoir comme stratégie principale de s'appuyer sur un impérialisme pour combattre ne peut mener qu'à des impasses. L'expérience du peuple kurde est là pour l'illustrer. Après avoir fait l'essentiel du combat au sol contre « l'État islamique », les Unités de Protection du Peuple (YPG) dans le Kurdistan syrien sont lâchées par « leurs alliés » occidentaux à la merci de l'offensive de l'armée turque.

À moyen terme, sur les décombres des désillusions consécutives à la faillite des interventions de Wagner, le contexte sera favorable pour bâtir une autre force autour d'un projet autonome axé, orienté exclusivement vers la libération nationale et l'émancipation sociale des peuples africains. Car ce qui anime, au fond les peuples africains dans ce qui est manifestement actuellement UN REJET D'OCCIDENT, n'est pas UN DÉSIR DE RUSSIE, mais UN DÉSIR DE DIGNITÉ, DE BIEN-ÊTRE, DE PROGRÈS SOCIAL.

*Maniang Fall*

# UKRAINE

## INTERVIEW

### D'UN SYNDICALISTE

*Vous lirez ici des extraits de l'interview d'un militant syndical ukrainien, réalisée le 21 février 2023 à Varsovie, lors de sa tournée dans plusieurs pays européens à l'invitation du Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés dont fait partie SUD-Solidaires. C'est un texte que vous avez peut-être déjà lu, mais nous tenons à le mettre en avant, car ils nous parlent de celle sur qui repose la solution de la situation de guerre et de crise du capitalisme, à savoir la classe ouvrière.*

*D'après nos correspondants ukrainiens, Yuri Samoïlov était plutôt classé à droite sous l'ancien régime pro-russe. Le mot « indépendant » qualifiant le syndicat était à prendre dans le sens « indépendant de toute politique ». C'est quasiment tout le contraire actuellement, car en défendant les droits des travailleurs il s'oppose à Zelensky et à ses amis capitalistes, ukrainiens et occidentaux, et il pose le problème de l'après, du choix politique de la société libérée pour laquelle nombre de travailleurs se battent et souvent sacrifient leur vie aujourd'hui.*

*Yuri est-il un Laurent Berger ukrainien? Vous verrez que le profil, la politique syndicale, et surtout les circonstances n'ont pas grand-chose à voir! Au-delà du militant interviewé, ce sont nos frères de classe que nous voulons rendre présents. Contrairement à ceux qui, en France, se contentent de souhaiter la paix, de renvoyer dos à dos l'OTAN et Poutine, comme s'il n'y avait pas dans l'affaire un pays dominé et des classes exploitées. Ceci sans oublier la classe ouvrière russe, celle des autres pays, et les autres nations dominées comme la Palestine pour lesquelles la « communauté internationale » est beaucoup moins exigeante en matière de droit démocratique, et beaucoup moins accueillante envers les réfugiés.*

*Nous ne souhaitons pas un Laurent Berger pour nos camarades ukrainiens, mais nous ne leur souhaitons pas non plus un Maurice Thorez qui organise le ralliement des résistants ouvriers derrière un général de Gaulle! Nous voulons, pour l'Ukraine, pour l'Europe et pour la planète, un pouvoir des travailleurs, le seul chemin d'une paix durable.*



## A UKRAINIAN METALMINER WORKER IN EUROPE



### **APRÈS LA GUERRE, LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES UKRAINIEN·NES N'ACCEPTERONT PLUS JAMAIS D'ÊTRE EXPLOITÉS!**

*Yuri Samoïlov, président du syndicat indépendant des mineurs et du secteur régional Kryvyi Rih de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU) participe à une série de rencontres dans plusieurs villes européennes.*

#### **Premières impressions après le passage de la frontière ukraino-polonaise**

Lorsque je suis entré en Pologne depuis l'Ukraine, la première chose qui m'a frappé est l'absence de sirènes, d'alarmes. Au début, nos enfants, par exemple ma petite-fille, avaient peur des sirènes, ils se cachaient dans la cave. Maintenant, pendant l'alarme, les enfants se réjouissent : cela signifie qu'il n'y aura pas de cours !

La deuxième chose que j'ai remarquée est que les lumières sont allumées partout. Personne n'économise l'électricité, il n'y a pas de limites ou de problèmes techniques. À Kryvyi Rih, l'électricité est constamment coupée. (...)

#### **Comment les syndicats ukrainiens fonctionnent pendant la guerre?**

Dans le syndicat que je représente, environ 300 personnes ont été mobilisées dans l'armée. Il y a aussi environ 200 personnes parmi les membres de notre organisation dont les épouses ou les maris se battent également. Au cours de l'année

écoulée, plusieurs membres du syndicat ont été tués. La loi ukrainienne stipule qu'un homme ou une femme qui effectue son service militaire est toujours un employé de son usine et appartient donc toujours à un syndicat. Dans certaines usines, nous avons réussi à faire en sorte qu'un tel employé mobilisé continue à recevoir son salaire. Celui-ci est versé à la famille de cette personne.

Le syndicat a dû assumer des tâches dont il ne s'occupait pas auparavant. Les membres du syndicat nous appellent du front et nous disent ce dont ils ont besoin. Ils nous disent des choses précises. Nous savons que si nous ne les obtenons pas, tel soldat peut même mourir. Autre situation : une syndiquée a appris que son mari avait été tué. Grâce aux images des drones, elle savait où reposait son corps. Elle a demandé au syndicat d'obtenir l'autorisation de sortir le corps de la zone de combat, par les voies les plus appropriées. Mission terrible... mais nous devons la faire.

Un autre problème auquel les syndicats ont été confrontés est celui des lieux de travail qui cessent de fonctionner - pour diverses raisons. Ou des situations où des missiles russes

tombent sur des villes et des lieux de travail. Les gens sont littéralement tués en travaillant. C'était également le cas pour nous à Kryvyi Rih - deux membres de notre syndicat ont été tués dans de telles circonstances.

### Sur la guerre et l'occupation

À un moment donné, le front est arrivé directement aux frontières de Kryvyi Rih. Notre ville est très étendue, sur plus de 125 kilomètres. Au printemps 2022, les troupes russes sont entrées dans les districts du sud. Elles n'y sont pas restées plus de deux semaines, puis le front a reculé. Mais même pendant ces deux semaines, ces soldats ont tué de nombreux civils, pillé de nombreuses maisons.

Dès le début de la guerre, je me suis rendu régulièrement sur la ligne de front. Après environ deux semaines, j'ai commencé à voir comment des groupes de réfugiés, des milliers de personnes, y compris des personnes âgées, sortaient des territoires occupés. Ils parcouraient des dizaines de kilomètres à pied ; ils n'étaient pas autorisés à se déplacer en voiture. Je regardais cela comme si je regardais un film sur la Seconde Guerre mondiale. Mais cette fois, ce n'était pas un film, mais la vraie vie.

Le premier jour de la guerre, mon fils et mon petit-fils se sont engagés dans l'armée. Mon petit-fils a participé à la libération de Kherson. Il y avait 26 collègues dans le peloton. Aujourd'hui, quatre sont encore en vie. C'est difficile pour moi d'en parler. Je vous remercie d'être venus ce soir. Merci de ne pas être indifférent à tout cela. Je sais quel est l'état d'esprit des membres de mon syndicat qui se battent. Ils disent que oui, nous recevons des armes, mais que nous en recevons encore trop peu. (...)

### Comment les ouvriers combattants prennent conscience de leur force

Le syndicat pendant la guerre se bat avant tout pour assurer la survie de ses membres. Quant aux droits des travailleurs, je vais vous dire ceci. Notre syndicat compte 2 400 membres. Nous ne sommes pas une grande organisation, mais nous sommes une organisation de combat. Avant la guerre, nous faisons grève pratiquement chaque année. Maintenant, comme je l'ai dit, il y a environ 300 syndicalistes dans l'armée. Plus ou moins deux bataillons de gens qui tuent, qui savent tuer.

Quand la guerre sera terminée et que ces gens reprendront le travail, chaque employeur devra se rappeler qu'ils peuvent tuer. Je ne cesse de le



Yuri Samoilov.

répéter : si votre employeur vous paie un bas salaire, il prive vos enfants d'un avenir. Pour vous aussi, mais surtout vos enfants. Vous avez donc deux possibilités : manger vos enfants, ce qui signifie ne pas leur donner d'avenir, ou manger votre employeur, ce qui nous semble plus acceptable. Tel est le principe de notre petit, mais vaillant syndicat.

## Grèves des mineurs

Je suis un mineur. J'ai travaillé dans les mines pendant 35 ans. Mon grand-père m'a raconté comment sa génération organisait les grèves. Il m'a expliqué comment faire une bonne grève. Et j'ai organisé ma première grève en 1985. J'ai regardé le mouvement polonais Solidarnosc et je me suis dit qu'on allait faire la même chose chez nous. Et ça a marché. Si vous me voyez maintenant assis en face de vous, c'est que nous avons gagné. À l'époque, la mine était sous le contrôle des organes de sécurité de l'État. Cela n'a pas changé. La surveillance des travailleurs par les autorités existe toujours aujourd'hui. Comment faire la grève ? Les méthodes simples sont les meilleures. Lorsque vous organisez une grève, toute l'équipe doit être unie. Une personne doit être choisie pour prendre la parole, mais avant qu'elle ne parle, tout le monde doit se mettre d'accord au préalable et établir une position commune. Et une fois que l'on s'est mis d'accord, on ne doit pas en dévier. Lorsque les mineurs ukrainiens se mettent en grève, celle-ci se déroule toujours sous terre. Nous procédons ainsi parce qu'il est difficile d'envoyer des policiers sous terre pour disperser la manifestation, au cas où quelqu'un essaierait de le faire. Tous les grévistes s'assoient à l'intérieur de la mine dans des pièces souterraines, de la taille de celle où nous sommes ce soir, et lorsque les discussions avec le représentant de l'employeur commencent, elles ont lieu pratiquement devant tout le monde.

Pendant une grève, la chose la plus importante est le soutien des familles des grévistes. Si les femmes et les enfants soutiennent les grévistes, la grève est gagnante. Une procédure pénale a été ouverte contre moi à trois reprises, parce que des enfants participaient à des actions de protestation que j'organisais. J'ai dit à l'époque et je le dis toujours : les enfants doivent apprendre dès leur plus jeune âge à se battre pour leurs droits. L'une de nos méthodes était la suivante : lorsque les travailleurs se mettent en grève dans la mine, leurs partenaires féminines et leurs enfants se rendent dans le bureau du direc-

teur. Des centaines de femmes qui savent que leurs enfants peuvent se retrouver sans un morceau de pain. Lorsque la grève a eu lieu à la mine de Sukha Balka il y a quelques années, les mineurs sont restés sous terre tandis que plus de 1 000 personnes protestaient à la surface. Les familles des mineurs sont venues voir le directeur, mais il ne comprenait pas à qui il avait affaire. En conséquence, les femmes ont battu le directeur et lui ont arraché ses vêtements. Il a appelé la police à l'aide, mais les policiers n'ont pas répondu. Avant chaque grève, je parlais aux policiers, leur demandant de ne pas intervenir. Et pas une seule fois à Kryvyi Rih, la police n'a essayé de disperser les manifestations par la force.

Les parents des grévistes sont donc entrés dans le bureau du directeur. Au bout de deux heures, la direction de l'entreprise a annoncé : vous aurez 30 % d'augmentation. Mais les mineurs avaient déjà compris qu'ils pouvaient se battre pour plus et ont exigé une augmentation de 100 %. Si j'avais accepté les 30 % à ce moment-là, les gens auraient pensé : nous avons perdu la grève. (...)

## Législation anti-travailleur en Ukraine

Depuis la fin des années 1990, les autorités n'ont pas réussi à introduire un code du travail défavorable aux travailleurs, bien qu'elles aient essayé à plusieurs reprises. Elles ont donc trouvé une nouvelle méthode : elles introduisent des changements sous le couvert de la loi martiale. C'est ce qui se passe actuellement. À partir du 1er octobre 2022, l'indexation des salaires a été interdite. À partir du 1er janvier 2023, les fonds d'État qui versaient des aides en cas d'invalidité et de maladie ont été supprimés. Le gouvernement assure que ces changements ne changeront rien pour la population, mais la loi de finances comporte 4 milliards de hryvnias de moins qu'auparavant pour les mêmes missions. Nous pouvons déjà entendre que quiconque est citoyen ukrainien et a 35 ans n'aura pas de pension.

Notre société est de plus en plus clairement, nettement divisée en une caste de privilégiés et une caste de travailleurs. Cela a un effet éminemment démotivant sur le peuple ukrainien dans son ensemble. Mais d'un autre côté, permettez-moi de vous rappeler que de très nombreux travailleurs ont déjà combattu et continueront à se battre au front. Ils demanderont tous après la guerre : pourquoi je ne bénéficie pas d'une bonne vie ? Avant la guerre, il y

avait 150 000 personnes qui travaillaient dans nos grandes usines - mines, mines à ciel ouvert, usines métallurgiques. Ils faisaient des travaux difficiles, épuisants, et les salaires étaient donc relativement bons. Lors de chaque grève, nous formulions une demande mathématique simple : que nos salaires ne soient pas inférieurs à 1 000 dollars. Et grâce aux grèves, nos salaires ont augmenté. Tout le monde gagnait environ 1 000 dollars ou plus.

Aujourd'hui, cependant, les usines travaillent à 50 ou 30% de leur capacité, et les salaires sont inférieurs à 200 ou 300 dollars. Comme les coupures de courant se répètent, il y a souvent des accidents dans les usines. De plus, de nouvelles lois introduites déjà pendant la guerre donnent la possibilité de licencier un travailleur comme ça, même sans raison. Avant la guerre, c'était impossible. (...)

### Sur le Maïdan et les révolutions ratées d'Ukraine

Il existe un proverbe en Ukraine : Deux Ukrainiens, trois hetmans [Hetman - un chef militaire cosaque]. Un président que nous venons d'élire et que nous avons sincèrement adoré peut être détesté trois semaines plus tard. J'ai participé à toutes les révolutions du Maïdan. Cela a toujours été la même chose : d'abord, l'euphorie de la révolution, puis les néolibéraux arrivent au pouvoir et prennent tout pour eux. Je me souviens de la fin du mois de février 2014, le troisième Maïdan. Il y avait une tente de notre syndicat sur le camp des manifestants. À proximité, les corps des manifestants abattus étaient couchés. Et littéralement à côté de nous et à côté

de ces corps, Yulia Tymochenko, Petro Porochenko et d'autres discutaient de la manière dont ils allaient se partager le pouvoir et l'argent. À 100, peut-être 50 mètres de là, des gens étaient tués. Mais personne ne tirait sur les politiciens. Après chaque Maïdan, nous pensions que les choses iraient mieux. À chaque fois, c'était de pire en pire.

### Sur les syndicats de Donetsk et Louhansk

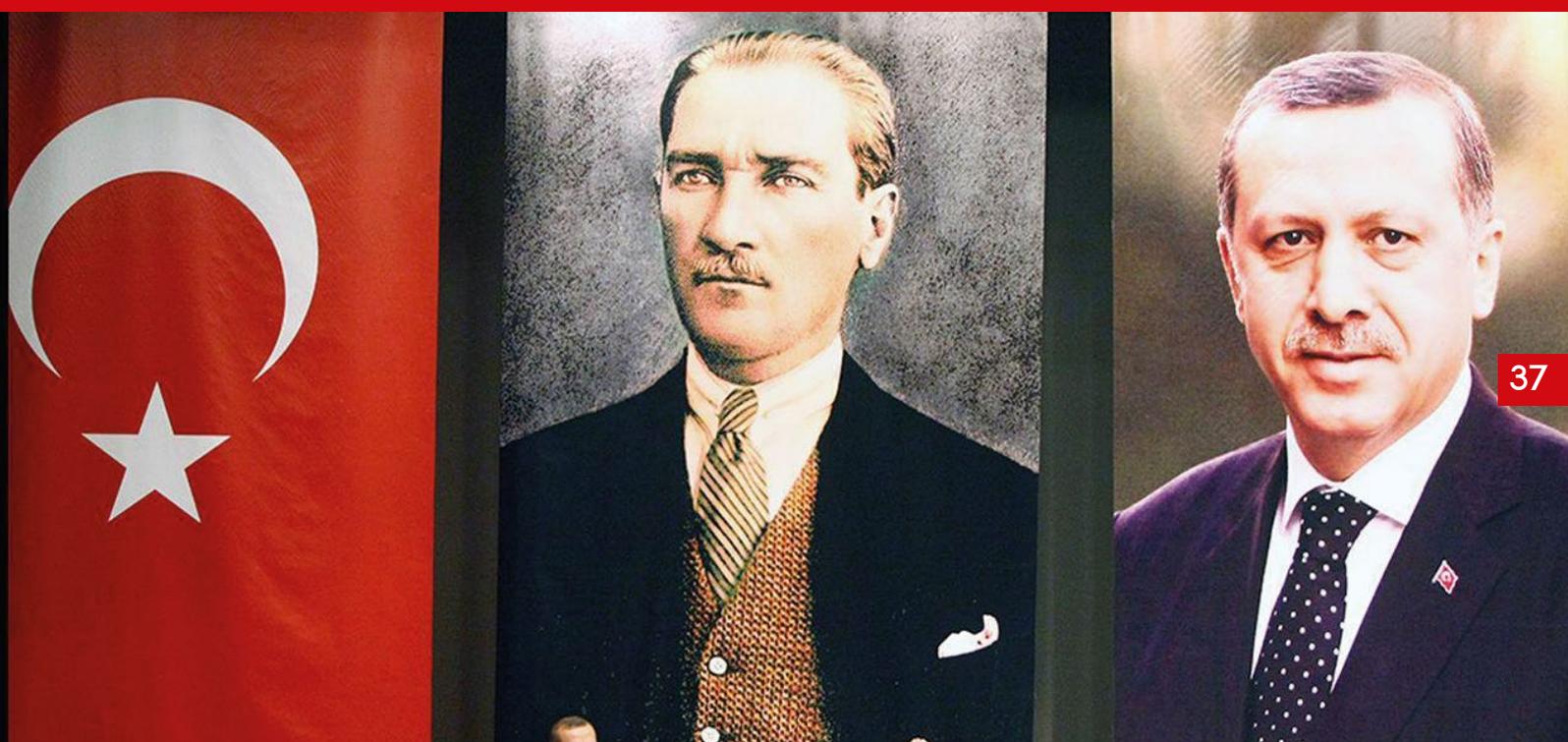
En 2014, notre syndicat comptait près de 52 000 membres à Donetsk et à Louhansk. Lorsque ces régions ont été hors du contrôle de l'Ukraine, les Russes ont tué environ huit de nos militants. Des dizaines de militants ont dû partir. (...)

Il y a la ville de Krasnyi Loutch où se trouvent des mines appartenant à Rinat Akhmetov. Notre syndicat y comptait plusieurs milliers de membres. Les dirigeants syndicaux ont essayé de faire après 2014 ce qu'ils avaient fait avant - défendre les droits des travailleurs, demander des salaires plus élevés. L'un d'eux a été tué, un autre, un Russe de Briansk, a été arrêté trois fois - il a été emmené directement de chez lui et enfermé dans une cellule souterraine. Il était à la tête d'une organisation regroupant un millier et demi de mineurs, il voulait se battre pour les droits des travailleurs. Grâce à lui, je sais que seules les lois pénales s'appliquent dans ce domaine, pas d'autres. **Soit on gagne avec l'Ukraine, soit on meurt.**

• À lire sur : <https://laboursolidarity.org/fr/n/2571/un-syndicaliste-ukrainien-nous-parle->



# LA TURQUIE APRÈS VINGT ANS D'ERDOGAN



À l'heure où nous mettons sous presse, tout indique que Recep Tayyip Erdoğan, déjouant les pronostics qui l'annonçaient battu au premier tour, sera réélu à la tête de la Turquie le 28 mars. L'opposition met en avant le bourrage des urnes, dont nous ne contestons pas la réalité. D'autant que de nombreuses localités ont été rasées par le récent tremblement de terre et que le nombre toujours inconnu des disparu.e.s se prêtait à toutes sortes de tripatouillages électoraux sordides. Une fois de plus, une grande partie de la diaspora turque en Europe, souvent issues de régions rurales pauvres et acquises à l'AKP, aura voté massivement comme le lui enjoignait de le faire la télévision TRT, les imams-fonctionnaires envoyés par la Diyanet (haute autorité religieuse) et

les associations culturelles financées par le MIT (services secrets). Il n'empêche : ni les truquages, ni le vote de la diaspora ne suffisent à expliquer un écart de près de cinq points au premier tour entre Erdoğan et son adversaire Kemal Kilicdaroglu. On aurait tort de prendre, comme le font souvent les médias bourgeois occidentaux, les électeurs et électrices turques pour des naïfs et des naïves qui se laissent manipuler par la propagande de leur Etat, et qui vivent dans le déni du réel. Leur vote a sa rationalité, comme celui des électeurs et électrices de Trump et de Bolsonaro. En tout cas, en vingt ans de pouvoir, Erdoğan aura façonné la culture politique turque comme Trump et Bolsonaro n'ont pas encore pu le faire avec la culture de leurs propres peuples...

## UN LEADER AMBIGU

Quand l'AKP d'Erdogan arrive au pouvoir en 2002, l'opposition révolutionnaire et le mouvement de libération kurde viennent de vivre vingt années de répression, le coup d'état anticommuniste de 1980 (650 000 arrestations) et la guerre contre insurrectionnelle au Kurdistan (45 000 morts). Sans parler du mouvement de 2001 contre l'aggravation des conditions carcérales qui s'était une fois de plus terminé en massacre, confortant l'idée que la Turquie n'avait jamais rompu avec le fascisme. Depuis 80 ans, les gouvernements civils et militaires qui s'étaient succédé à la tête du pays avaient presque tous été dominés par le CHP (Parti Républicain du Peuple) l'ex parti-unique du dictateur Mustafa Kemal. Le premier gouvernement AKP marque donc une rupture historique, Erdogan se place dans le sillage de son mentor Necmettin Erbakan, éphémère premier ministre islamo-conservateur renversé par l'armée en 1997, et surtout de son modèle, Adnan Menderes qui a dominé la vie politique turque de 1950 à 1960, avant d'être pendu par les militaires. Il a vécu l'effervescence militante des années 70 à Istanbul mais de l'autre côté de la barricade : farouchement anticommuniste, il fréquente alors les groupes de jeunes militant.e.s de l'Islam politique. Après le coup d'état de 1980, les militaires décident de leur laisser le champ libre pour réislamiser la jeunesse, espérant ainsi affaiblir les groupes marxistes. C'est ainsi que le prédicateur Fethullah Gülen peut ouvrir un grand nombre d'écoles, de centres sociaux et d'association caritatives. Gülen se constitue ainsi un puissant réseau d'influence qu'il mettra plus tard au service de son « ami » Erdogan pour l'aider à conquérir la mairie d'Istanbul (1994), puis pour gagner les élections.

Peut-être sous l'influence de Gülen, Erdogan se crée une image de libéral pas seulement en économie, mais aussi sur les problèmes de société. Il se présente bien sûr comme le défenseur des musulman.e.s pratiquant.e.s contre la « laïcité » autoritaire des kémalistes. Mais il fait mine aussi de prendre le parti de toutes celles et tous ceux qui souffrent d'une société corsetée par l'armée : il promet de protéger les LGBT+, de légaliser la langue kurde et de négocier avec la guérilla, il fait quelques pas en direction de la minorité arménienne, il se fait également le champion de l'intégration européenne (on sait que Sarkozy et Merkel lui en bloqueront l'accès en 2007). Sans le soutenir, le mouvement de libération kurde et ce qui reste de la gauche révolutionnaire préfère concentrer leurs coups sur les kémalistes et l'armée.

## LE TOURNANT RÉPRESSIF

En 2007-2008, le gouvernement AKP traverse sa première crise politique majeure : il veut autoriser les jeunes femmes voilées à accéder à l'enseignement supérieur, le CHP mène la fronde au parlement et dans la rue, on parle de coup d'Etat militaire, le journaliste arménien de gauche Hrant Dink est assassiné par un jeune nationaliste qui semble avoir agi avec des appuis policiers, Erdogan dénonce un complot mené par le mystérieux réseau « Ergenekon » et lance, avec l'appui de ses alliés gülenistes une première grande purge dans l'appareil d'Etat et l'armée, contre les kemalistes et l'extrême -droite nationaliste.

En 2013, nouvelle crise politique autour de l'affaire du mouvement Occupy Gezi, une ZAD pour défendre un espace vert d'Istanbul contre les promoteurs immobiliers liés à l'AKP qui fait tache d'huile dans tout le pays, avec pour la première fois des éléments du CHP qui convergent dans une lutte avec l'extrême-gauche et les Kurdes. C'est aussi à cette époque qu'Erdogan commence à éliminer les gülenistes, qui ont acquis trop de pouvoir dans son entourage. Au législatives de 2015, le parti HDP (parti démocratique des peuples présenté par l'AKP comme la vitrine légale du PKK mais qui se veut surtout un parti fédéraliste, autogestionnaire, éco-socialiste et pro-féministe) fait 13,12% et se pose en interlocuteur incontournable et en faiseur de roi. Mais Erdogan préfère se rapprocher du MHP de Devlet Bahçeli (Parti d'Action Nationaliste, issu de la milice fasciste des Loups Gris).

Le bizarre coup d'état de juillet 2016 (probablement une tentative de baroud d'honneur d'officiers putschistes qui se savaient isolés et découverts) sert de prétexte à une nouvelle grande purge soi-disant contre les gülenistes, en fait contre toute l'opposition. En 2017, un référendum constitutionnel consacre le pouvoir personnel du Reis (président).

Depuis le milieu des années 2010, le pays traverse une crise économique qu'il essaie de faire oublier par un nationalisme revancharde tourné contre la Grèce, Chypre, l'Arménie (l'armée turque soutient le gouvernement azéri dans son épuration de l'Artsakh) et surtout la Syrie du Nord/Rojava (invasion de Jarabulus et al-Bab en 2017, d'Afrine en 2018, de Serêkaniyê et Girê Spî en 2019).

## UN SOUTIEN POPULAIRE QUI RESTE FORT

La base électorale de l'AKP, sa base militante (11 millions de turcs sur 80 militent dans les organisations de masse du parti) c'est d'abord la partie orientale pauvre et rurale du pays La Turquie noire, délaissée, humiliée et méprisée par 80 ans de régime kémaliste et ses immigrants que l'exode rural a chassé vers Istanbul ou vers l'étranger. L'extrême gauche aurait bien voulu y trouver des bases d'appui pour la guérilla comme ça a été le cas dans la région de Dersim (fief de la minorité religieuse alévie) ou au Kurdistan, mais il se sont toujours heurté au traditionalisme de la population. En 2014, à Soma, une catastrophe tue 301 mineurs. Le patron de la mine est un des financiers de l'AKP. Des militants d'extrême gauche apportent des médicaments et des poches de sang. L'AKP fait courir la rumeur que des communistes sans Dieu viennent voler le sang des mineurs. La population chauffée à blanc poursuit les secouristes et cherche à les lyncher.

Le Parti CHP représentait en priorité les intérêts de la bourgeoisie de la partie européenne du pays (Istanbul et Ankara) liés à l'armée et au secteur d'Etat. L'AKP apparait comme le parti des Tigres d'Anatolie, des entrepreneurs de BTP issus de la Turquie noire, qui ont joué un rôle essentiel dans le boom économique des années 2000, changeant profondément le visage du pays. Ce sont leurs logements sociaux de piètre qualité qui se sont écroulés sur les victimes du séisme de février. Mais même le séisme n'a pas ébranlé la mainmise de l'AKP. Après deux jours de paralysie, les réseaux du parti ont réagi. Ils ont fait main basse sur l'aide internationale et l'ont distribué aux populations loyales, restaurant ainsi le crédit du gouvernement.

Depuis le milieu des années 2010, les entreprises occidentales se sont progressivement détournées de la Turquie, jugée de moins en moins fiable, tandis que l'inflation explosait. Erdogan a toutefois réussi à retourner le problème en dénonçant un « complot des taux d'intérêts » dirigé depuis l'Europe et les USA par des vieux impérialismes jaloux de la puissance émergence de la Turquie. Il a accusé ses opposants de vouloir vendre l'indépendance nationale contre des oignons et des tomates, galvanisant ainsi la fierté de ses propres partisans.

## UNE OPPOSITION DE BRIC ET DE BROCC

Si l'AKP est allié du MHP ultranationaliste et de Huda Par (Parti de la Cause Libre, issu des groupes féodaux et intégristes kurdes qui ont servi de collaborateurs à l'armée turque dans sa guerre contre le PKK), l'opposition est encore plus hétéroclite, rassemblant la « louve solitaire » Meral Aksener (nationaliste d'extrême droite, dissidente du MHP), des anciens collaborateurs de Erdogan qui ont quitté depuis l'AKP (Ali Babacan et Ahmet Davutoglu), le tout sous la direction des kémalistes du CHP, et avec le soutien des éco-socialistes kurdes et pro-kurdes du HDP.

Contrairement à ce qu'on peut entendre parfois, le CHP n'a rien d'un parti social-démocrate, il n'a pas de lien, même de trahison, avec le mouvement ouvrier, il a été créé pour être un outil d'encadrement des masses au service d'une dictature militaire qui a laissé des souvenirs douloureux. On a insisté sur le fait que Kemal Kiliçdaroglu, le candidat CHP avait révélé son appartenance à la minorité alévie du Dersim, une région qui a subi une répression particulièrement atroce des autorités kémalistes en 1938. Kiliçdaroglu né en 1948 aurait pu devenir révolutionnaire comme beaucoup de jeunes aléviens de sa génération, d'Ibrahim Kaypakaya à Sakine Censiz, mais il a préféré adhérer au parti fondé par le bourreau de son peuple, pour y faire carrière. Il n'a cessé de faire des appels du pied aux ultranationalistes, allant jusqu'à faire le signe des loups gris devant la presse lors de sa marche de 2017 contre le pouvoir personnel. Pourtant les loups gris ont tué entre 500 et 1000 alévis lors du pogrom de Maras (1978).

En faisant campagne pour Kiliçdaroglu, le HDP espérait qu'une alternance desserrerait l'étau de la répression contre les progressistes et les Kurdes. Il s'agissait « non pas d'ouvrir les portes du paradis, mais de fermer les portes de l'enfer ». Pourtant, le CHP a pris très peu d'engagements envers les Kurdes, préférant ménager ses alliés d'extrême-droite et faire de la surenchère raciste contre les réfugiés syriens. Des groupes révolutionnaire alliés au kurdes, comme les maoïstes du TKP(ml) ont regretté cette alliance qui semait des illusions et désarmait les masses. D'autant que l'expérience des années 80 et 90 montre qu'un gouvernement CHP, allié à l'occident et réconcilié avec Bachar el-Assad jouirait du silence complice des puissances impérialistes et de leurs médias pour reprendre la guerre contre les kurdes et liquider le Rojava.

# CHINE

## UN PRÉCIEUX TEXTE MAOÏSTE



Travailleurs lisant des affiches politiques pendant la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, 01/11/1967, Beijing.

Nous avons reçu au début de cette année la traduction d'un livre de 359 pages, en provenance de Chine, intitulé « Projet d'histoire de la République populaire de Chine – Histoire et logique de la révolution et de la restauration ».

Rédigé par des maoïstes chinois, ce texte est un peu comme une bouteille à la mer. Il a traversé la mer de Chine jusqu'en Australie, a été traduit du chinois par les camarades australiens du PC d'Australie (ml), puis diffusé sur des sites américains en 2022, et ensuite traduit en français par un collectif « Réseau des Rebelles Rouges (3R) », que l'on peut joindre à l'adresse [contact-3R@protonmail.com](mailto:contact-3R@protonmail.com). Il retrace l'histoire de la Chine de 1949 à nos jours, « documenté

avec précision et détail » et un « point de vue communiste » (Préface à la traduction française).

Bien qu'il affiche d'emblée Staline parmi les grands du marxisme-léninisme, et ne soit à aucun moment critique de Mao – contrairement à VP – ce livre vaut pour la richesse des faits, des chiffres, des témoignages – qui confirment largement notre analyse (exprimée dans *Partisan magazine* n° 5 et dans notre plateforme politique). La Révolution Culturelle fut une immense Commune de Paris, évènement passé dont elle se réclamait ouvertement; et il faut être trotskiste ou libertaire pour n'y voir qu'une querelle d'empereurs entre Mao, Liu et Deng, vision bourgeoise s'il en est.

Nous avons choisi de publier quelques pages de la fin du livre, portant sur la situation actuelle, tout-à-fait éclairantes et stimulantes. L'intégralité du texte est disponible sur [ocml-vp.org](http://ocml-vp.org) (mot-clé : Chine). Il est inutile de souligner l'importance du mouvement ouvrier et du mouvement marxiste-léniniste chinois pour la révolution prolétarienne mondiale.

Page 310

## LE FOSSÉ ENTRE LA VILLE ET LA CAMPAGNE S'ÉTAIT ÉLARGI

En 2002, l'écart des revenus entre ville et campagne avait carrément dépassé celui de la période d'avant le Guomindang. (...)

La stagnation de l'agriculture et le pillage de la bourgeoisie rendirent difficile au revenu agricole le pouvoir de reproduire la force de travail paysanne, ce qui à grande échelle, du fait de ces dépossessions, rendit même difficile la survie des paysans à la campagne. La concentration du capital s'était aussi intensifiée; avec la capitalisation massive des industries urbaines chinoises et le renforcement de la gouvernance, les entreprises de ville à la technologie en retard et polluante fermaient à un taux de 7 % l'an, et leur capacité à absorber la demande excédentaire de travail diminuait dramatiquement. Le succès des entreprises de ville n'avait été que passager et certaines s'étaient transformées en entreprises privées de sorte que les industries capitalistes en ville se développaient rapidement avec une quantité d'entreprises privées de ville représentant 38 % de toutes les entreprises privées en 1990 et 60 % en 1996. Cela donna des villes prospères et congestionnées et des campagnes sur le déclin.

En 1992, le nombre de travailleurs migrants dans les villes explosa brusquement en atteignant 40 millions et en 2002, ils étaient 88 millions. Aujourd'hui ils sont environ 280 millions.

Dans ces conditions, les paysans n'avaient plus qu'à rejoindre le prolétariat ou le semi-prolétariat et, dans les villes, ils devaient affronter l'exploitation capitaliste et l'oppression. Dans les années 1990, « les paysans-travailleurs étaient surtout dans des occupations marginales de la construction, la restauration, les salons de coiffure, les transports et les marchands ambulants ». Ces occupations demandaient seulement un gros travail physique et étaient très mal payées et très

précaires. Dans un contexte de licenciements massifs de travailleurs des entreprises d'État dans les années 1990, le chômage était un problème permanent pour les travailleurs migrants.

« Un journaliste de l'agence de presse Xinhua (Chine nouvelle) réalisa une série d'entretiens avec Peng Hongping, un paysan migrant venant de Xiantao dans le Hubei, en juillet 2003. En juste 115 jours, le jeune fermier du Hubei de 26 ans avait changé de petits boulots 11 fois et était resté sans emploi pendant 60 jours. Il était payé 925 yuans pour son travail, mais son patron avait déduit 415 yuans, ce qui lui laissait en moyenne journalière pour vivre, environ 4 yuans. Il n'avait pas assez pour manger et dormait souvent dans la rue. » (...)

Il est évident que la bourgeoisie peut complètement détourner le regard du prolétariat pendant qu'elle se remplit les poches. Peut-être expliquera-t-elle cela comme étant le coût de la modernisation, mais la vraie morale de cette histoire sera finalement tirée par le monde entier. La dette de sang qu'ils doivent sera payée à la fin!

Page 313

## LA RÉVOLTE DES OUVRIERS

La restauration du capitalisme et l'accumulation sanguinaire de capital mènent inévitablement à la révolte du peuple travailleur. D'un côté, la restauration du capitalisme conduit à la lutte les ouvriers des anciennes entreprises étatisées, contre l'appropriation des actifs de l'État; et de l'autre, l'exploitation et l'oppression du capitalisme mène à la lutte les paysans contre les taxes et pour leurs droits de nouveaux ouvriers contre les capitalistes. Depuis la restructuration des entreprises d'État commencée à la moitié des années 1990, il y avait déjà eu un courant de pétitions publiques, de manifestations, de blocages routiers et de pétitions par les ouvriers licenciés et les travailleurs au chômage luttant pour défendre leurs droits et leurs intérêts. Les luttes ouvrières étaient surtout contre les infractions aux droit du travail et contre le détournement de la propriété de l'État (du peuple tout entier !) commis durant la restauration capitaliste. Ces luttes étaient conduites par les ouvriers licenciés avec un petit nombre de retraités et d'ouvriers d'anciennes industries de base de Chine du Nord-Est, du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et des régions centrales concentrées sur l'énergie, la sylviculture, l'armement, le textile,

la métallurgie, la pétrochimie, la construction et l'industrie sucrière, qui étaient les cibles principales de la Réforme et des restructurations des entreprises d'État. Les revendications spécifiques des ouvriers licenciés et chômeurs portaient sur : le droit au travail, le paiement des salaires, des cotisations sociales, des arriérés qui leur étaient dus, la sanction des managers et directeurs, des officiels et fonctionnaires corrompus à l'origine des banqueroutes financières, l'assurance de la protection d'un niveau de vie de base, la relaxe des délégués ouvriers emprisonnés, etc. Certaines des luttes d'ouvriers licenciés étaient menées à grande échelle et perduraient dans le temps, par exemple :

- entre décembre 1999 et avril 2000, des dizaines de milliers de mineurs d'une mine de charbon du Liuzhi dans le Sichuan déferlèrent sur les voies ferrées qu'ils bloquèrent plus de dix fois pour exprimer leur colère contre le programme d'indemnisation du chômage.

- de mai 2000 à 2003, des milliers de sidérurgistes d'un complexe de ferroalliage du Liaoyang dans le Liaoning organisèrent des manifestations permanentes, demandant d'abord que les opérateurs soient tenus légalement responsables de la banqueroute de l'entreprise et demandant ensuite que le gouvernement relâche les délégués ouvriers qui avaient été arrêtés.

- le 9 juillet 2001, quelques 10 000 ouvriers avec leurs familles dépendantes du Bureau des Mines de Shulan, à Shulan dans le Jilin, déferlèrent sur la voie ferrée de Jilin à Harbin et occupèrent la gare pour protester contre 30 mois de salaires impayés à cause de la corruption et des détournements de la direction du bureau des mines. (370) Ibid.

- en juin et juillet 2003, des dizaines de milliers de mineurs du Bureau des Mines de Huludao dans le Liaoning, manifestèrent et bloquèrent les voies ferrées en réclamant leurs mois de salaires impayés au bureau des mines. - etc.

La plupart de ces mouvements provenaient des entreprises d'Etat et des entreprises collectives qui étaient en restructuration ou au bord de la banqueroute. Les revendications principales incluaient des assurances de travail pour l'avenir, le versement d'indemnités compensatoires, la condamnation des pratiques de corruption dans la gestion. Il était clair pour les ouvriers que s'ils

laissaient faire les opérateurs de la restructuration et de la banqueroute ce qu'ils voulaient, ils auraient à faire face aux mêmes épreuves que ceux qui avaient été licenciés et qui étaient au chômage. De telles campagnes pour sauver les usines étaient fréquentes, par exemple :

- en août 2000, plus d'un millier d'ouvriers de l'Arsenal 3508 de Chengdu dans le Sichuan, assiégèrent pendant six jours l'immeuble de l'usine en demandant aux dirigeants qu'ils expliquent par les faits ayant conduit à la banqueroute et des dispositions pour permettre aux ouvriers de subsister.

- le 8 mars 2001, plus de 2 000 mineurs du Groupe des Charbonnages Datong de la mine Baidong dans le Shanxi, bloquèrent le trafic routier et réclamèrent un meilleur niveau de compensation économique.

- du 14 septembre au 23 octobre 2004, plus de 5 000 ouvriers et ouvrières du Groupe Textile Tianwang à Xianyang dans le Shaanxi se mirent en grève demandant que le Groupe de Ressources Chine basé à Hong Kong, qui avait acheté la compagnie revoie les termes de la fusion-absorption et augmente le taux de la compensation économique.



## UNE NOUVELLE GÉNÉRATION

En plus des luttes des ouvriers dans les anciennes entreprises d'État, l'établissement de rapports de production capitalistes fut accompagnée de la résistance active d'une nouvelle génération de prolétaires. Un des premiers conflits du travail dans la Zone Industrielle de Shekou se manifesta dans l'usine de jouets Kader détenue par des capitaux de Hong Kong, qui employait 1 600 ouvriers en 1983. Vingt ouvriers soutenaient la position de l'Union syndicale et refusaient un nombre excessif d'heures de travail lors de la première nuit de négociation avec la direction de l'usine qui retourna le compliment en virant un des dirigeants ouvriers. L'Union syndicale de la zone Industrielle de Shekou demanda à la compagnie la réintégration des ouvriers licenciés et l'usine menaçait de retirer son investissement. Le gouvernement ne fut pas de suite du côté des capitalistes, et donc avec le soutien du gouvernement de la Zone Industrielle de Shekou, l'Union mena une action légale au nom des ouvriers contre l'usine et força finalement sa direction à accéder à ses revendications.

Pendant la même période, 21 travailleurs migrants employés dans une usine de Shenzhen à capitaux japonais s'arrêtèrent de travailler pendant dix heures, pendant que le syndicat et les cadres du parti tentaient de les persuader jour et nuit (les migrants dorment sur place) de se remettre au travail, car le gouvernement et le syndicat étaient passés du côté des capitalistes, mais n'en étaient pas encore arrivés au point de les supprimer par la violence.

Après 1992, sous l'influence du capital étranger et de l'apparition des travailleurs migrants, les syndicats officiels et le gouvernement passèrent complètement du côté des capitalistes et devinrent leurs agents. Il y avait quelques syndicats établis dans les entreprises à capitaux étrangers.

En ce domaine, le rôle principal du gouvernement était de supprimer le mouvement ouvrier.

De 1992 à 1994, ce fut une irruption dans le nombre de mouvements ouvriers et une vague sans précédent de grèves dans les entreprises chinoises à capitaux étrangers du Sud de la Chine avec quelques tentatives de créer des Unions de syndicats autonomes échouant toutes sans exception.

En 1994, une Union « provisoire » fut organisée pendant une grève dans une usine de chaussures détenues par des capitaux taiwanais, à Shenzhen et elle fut déclarée « illégale » après la fin de la grève.

En réponse à cette vague de grèves, le gouvernement central a instauré une Loi du Travail. L'ancien Ministre du Travail, Li Boyong, n'avait trouvé qu'une chose à dire : « la situation de l'emploi et du travail est très mauvaise cette année, et il y a une croissance rapide des conflits du travail. L'an dernier, il n'y avait pas moins de 10 000 grèves, débrayages, pétitions collectives, marches et manifestations, en particulier dans les entreprises à capitaux étrangers (...) Le Ministre du Travail est en train de préparer activement une législation pour soutenir les politiques concernées (...) Il faut espérer que ces problèmes pourront être effectivement maîtrisés et solutionnés. »

Le cadre législatif et réglementaire fut posé dans le milieu des années 90, quand le Ministre du Travail publia les « Régulations sur le Salaire Minimum pour les Entreprises », en 1993 et quand la Loi du Travail entra en vigueur en 1994. La Loi du Travail avait deux visages : d'un côté elle formalisait la réalité des rapports de production capitalistes en Chine, et de l'autre, elle consacrait un droit conquis par le prolétariat et établissait le cadre de base des droits du travail sous le capitalisme. Quoi qu'il en soit, sous le patronage des officiels locaux et investisseurs, et la réticence des autorités locales à imposer des lois au travail, les ouvriers étaient souvent payés moins que le salaire minimum légal, obligeant à des procédures légales d'arbitrage pour résoudre les contestations en dernier ressort. Avec l'augmentation du nombre de prolétaires et la conscience grandissante du besoin d'avoir recours à la loi pour lutter pour leurs droits, le nombre total des procédures juridiques liées au droit du travail passa de 19 098 en 1994 à 226 391 en 2003. Cependant, le processus juridique est très consommateur de temps et complexe pour les travailleurs. Ce système de résolution des conflits est incapable de donner pleinement satisfaction aux travailleurs et donne souvent raison aux bourgeois, donc les ouvriers contournaient de plus en plus les syndicats et la loi pour adopter de nouvelles formes de blocages, grèves et protestations.

Non seulement le nombre des actions augmentait considérablement, mais la manière dont elles étaient menées était aussi radicalement différente, assez de résignation solitaire, de suicides,

d'automutilations ou de violences contre les employés, mais des actions collectives sous forme de grèves, « siestes collectives », « déambulations collectives », « marches collectives », blocages routiers, etc., pour exprimer les intérêts économiques collectifs. Sur cette base, le modèle dynamique « grève-travail-gestion de la négociation-accord » a été développé.

En 1998, il y avait 6 767 dossiers juridiques de conflits collectifs du travail dans tout le pays, en augmentation de près de 65 % par rapport à 1997 ; en 1999, il y en avait 9 043, soit 33 % de plus ; et en 2003, on arrivait à 11 000, soit une augmentation de 63 % en cinq ans.

Les pétitions étaient aussi un moyen répandu pour le prolétariat et les paysans pour défendre leurs intérêts et leurs droits, mais ils avaient encore l'illusion que « le gouvernement est bon, mais les autorités locales sont mauvaises ».

En moins de deux mois, du 1er juillet au 20 août 2003, 19 000 pétitions furent signées devant le Comité Municipal du PCC de Pékin et 347 sujets de pétitions furent remplis ; plus de 10 000 pétitions furent signées en face de la Commission d'Inspection et de Discipline du CC du PCC sur 453 sujets, avec une moyenne de plus de 100 pétitions par jour et un maximum de 152. Cela déclencha aussi la traque et l'intimidation des pétitionnaires par les gouvernements locaux.

Comme la réalité éduque le peuple, il abandonna progressivement de telles illusions et le nombre de pétitions décru alors que le nombre de moyens de se battre ensemble pour ses droits augmentait.

Page 316

## L'AILE GAUCHE RESSORT DE L'OMBRE

De la fin des années 1970 aux années 1980, avec les arrestations massives des représentants du prolétariat et le découragement des masses devant le capitalisme, le Marxisme-Léninisme avait presque disparu de la société, ne laissant que des imposteurs du Marxisme-Léninisme sans lien avec la filiation révolutionnaire. Avec la résurgence d'un capitalisme bureaucratique en Chine, non seulement la lutte des classes reprit de la vitalité, mais la théorie révolutionnaire du Marxisme-Léninisme commença à se répandre à travers le paysage chinois.

D'abord, ce furent les « économistes de la cage à oiseaux » qui étaient tombés en disgrâce dans le parti, certains d'entre eux, après 1989, devinrent la « vieille gauche », critiquant l'orientation capitaliste de la Réforme et de l'Ouverture et s'engageant dans la polémique sur la dénomination « socialiste » ou « capitaliste ». Après 1992, quand le capitalisme bureaucratique se fut progressivement établi en Chine, « les vieux gauchistes » se mirent à regretter Mao Zedong pour se reconnecter à la Révolution Culturelle et pour critiquer le révisionnisme. Ils répandirent le Marxisme-Léninisme-Maoïsme et réinterprétèrent l'histoire de la Chine à travers des magazines comme « Zhongliu » et « La quête de vérité », aussi bien qu'à travers des associations étudiantes, en vue de justifier la Révolution Culturelle et Mao Zedong.

Toutefois, à cause de leur statut bureaucratique, ils ne pouvaient soutenir complètement cette violente révolution prolétarienne. Au lieu de cela, ils regardaient vers les forces saines à l'intérieur du parti pour punir les traîtres et tenter un nouveau tour à gauche, sortant des mots d'ordre comme « protéger le Parti et sauver la Nation » et « élever Mao, soutenir Deng, critiquer Jiang et promouvoir Hu ».

À cette époque, les rapports de production capitalistes n'avaient pas encore été complètement instaurés et le prolétariat n'avait pas encore grandi en nombre et en force, et alors leurs « théories » étaient très populaires chez les étudiants et dans la société. Bien sûr, il est indéniable qu'ils ont objectivement contribué à faire revivre les idées de l'aile gauche en Chine.

À la fin des années 1990, les magazines des « vieux gauchistes » furent carrément interdits, et en 2003 ils mirent en place des sites web de l'aile gauche comme « Utopia » et « La Bannière de Mao Zedong » continuant de propager les idées de « protéger le Parti et sauver la Nation ». Mais, plus la société évoluait vers le capitalisme, plus le prolétariat grandissait en force et plus les luttes du prolétariat se développaient et plus leurs idées paraissaient en retard et plus leur influence déclinait, et puis finalement ils furent complètement oubliés par le peuple révolutionnaire.

Les intellectuels libéraux qui avaient eu l'expérience du 4 juin [« l'incident » de Tiananmen en 1989] furent choqués par la répression sanglante dirigée par le gouvernement et les massives et sanglantes

liquidations contre le peuple par le parti qui clamaient haut et fort être le représentant du prolétariat, si bien que certains d'entre eux se plongèrent dans une profonde réflexion. Contre toute attente, certains intellectuels se tournèrent alors vers le Marxisme-Léninisme et propagèrent des idées révolutionnaires; en même temps, beaucoup d'entre eux devinrent les « nouveaux gauchistes », principalement engagés dans une critique culturelle et académique, absorbant les théories marxistes d'Occident et se retirant progressivement dans les pages de leurs livres en se coupant eux-mêmes du prolétariat.

Cette « nouvelle gauche » produisit des intellectuels comme Wang Hui et Dai Jinhua qui furent très influents dans le milieu intellectuel et jouèrent un rôle en retournant le courant de l'opinion publique chinoise. À la fin des années 1980 et au début des années 1990, un grand nombre de rebelles arrêtés furent libérés de prison (10 ou 20 ans plus tard) [suite à la Révolution Culturelle], certains de ceux qui étaient restés fermement attachés au camp du prolétariat et continuaient à répandre le Marxisme-Léninisme-Maoïsme inspiraient les luttes du peuple.

Une autre faction politique émergea au tournant du siècle, quand les problèmes devinrent extrêmement sérieux : les « reconSTRUCTEURS ruraux », représentés par Wen Tiejun. Ils voyaient bien que les causes des problèmes à la campagne se trouvaient dans la production de la petite exploitation, mais ils ne voyaient pas que les problèmes de la campagne et de la ville étaient inséparables et que c'étaient les véritables maux imputables au capitalisme. Ils voulaient réformer la campagne, restaurer la collectivisation à la campagne, mais dans le courant de la prolétarisation paysanne ils ne pouvaient que se jeter comme Don Quichotte sur les moulins à vent.

Néanmoins, il est indéniable que leurs idées et pratiques ont inspiré un groupe d'intellectuels de l'aile gauche qui ont franchi les limites de la « reconstruction rurale » pour aller vers le Marxisme-Léninisme-Maoïsme.

Avec l'avènement du nouveau siècle, le mouvement de l'aile gauche a grossi et s'est développé, et progressivement un groupe représentatif de révolutionnaires prolétariens s'est révélé comme étant vraiment engagé sur des positions prolétariennes, sur la base du Marxisme-Léninisme-Maoïsme et

sur la ligne révolutionnaire du prolétariat. Dans un futur proche, la fusion de l'idéologie de l'aile gauche révolutionnaire renaissante avec le mouvement du prolétariat sera un réel espoir pour la cause de la révolution socialiste chinoise.

Page 350

## L'AVENIR DE LA CHINE ET DU MONDE

Les paris de la Chine s'affronteront inévitablement à la lutte impérialiste pour l'hégémonie, et la possibilité d'une guerre impérialiste, sans aucun doute, exacerbera les conflits internes aux pays. Au surplus, l'exportation des capitaux par l'impérialisme entretient la crise économique capitaliste mondiale qui sera plus forte, plus étendue, plus violente et plus longue que la précédente. Donc, la solution de la bourgeoisie aux contradictions du capitalisme est nulle, elle creuse sa propre tombe. En même temps, même si la Chine accède formellement au pouvoir, elle devra encore faire face à l'exploitation et à l'oppression impérialistes. Il s'ensuit que le peuple de Chine et le Monde sont liés dans leur révolte. Dans le monde d'aujourd'hui, le mouvement communiste est à la hausse et la révolution prolétarienne en Chine est aussi à la hausse. Il est prévisible que l'avenir de la Chine et du Monde sera le crépuscule du capitalisme et l'aube de la révolution communiste. Ce que les pouvoirs de l'impérialisme ne peuvent changer, c'est l'immense prolétariat de Chine et du Monde!



**Des hommes dans un square lisent des textes maoïstes qui critiquent la libéralisation des 30 dernières années et louent la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, 16/05/2016, Luoyang .**  
Crédits : AP Photo/Ng Han Guan/Lucas via AFP

« PAS FACILE DE VIVRE SA FOLIE  
AU QUÉBEC OU AILLEURS  
TOUT EN MENANT  
SA MISSION PROLÉTARIENNE... »



*Nous publions ci-dessous des extraits d'un texte atypique, le témoignage en forme de testament de Claude Gingras, militant maoïste dont la santé mentale était affectée depuis très longtemps. Atypique, mais extrêmement émouvant dans l'engagement communiste, malgré les difficultés de la maladie. Ce camarade québécois, décédé en octobre dernier, avait longuement réfléchi sur lui-même, sa maladie, son militantisme et le rapport entre tout cela. On sait que le marxisme n'a que très peu avancé sur le sujet, bloqué dès l'origine par les contradictions entre Marx et Freud, et que rares ont été les chercheurs à oser reprendre la réflexion. Lors de son décès, nous avons envoyé un message à ses camarades au Québec, ci-contre en encadré. Le texte complet de notre camarade est disponible en ligne sur notre site.*

•••••

« Camarades et amis(es)! Ne faites pas la sourde oreille. S'il vous plaît. Écoutez-moi.

Ce texte est un condensé d'une pensée développée au cours de ma vie et le récit d'efforts déployés pour voir clair à travers la densité matérielle du capitalisme qui, il ne faut pas l'oublier, nous façonne tous et toutes.

Je raconte ma fuite qui ne fut pas celle de la petite bourgeoisie qui, pour bien paraître, fuit dans les arts, la littérature et les élucubrations philosophiques. Ma fuite ce fut celle qu'on retrouve parmi d'autres fuites au sein du prolétariat où je suis né et où j'ai vécu ma jeunesse. Une folie que j'ai partagée plus tard dans ma vie, comme l'a fait aussi l'écrivain et militant Félix Guattari à la Clinique de la Borde en France en travaillant, à Montréal au Québec, avec les fous et les folles avec qui j'ai beaucoup appris et, que j'espère, avoir pu aider à vivre leur folie.

Je défends les droits de tous les fous et de toutes les folles bafouées par le capitalisme et sa psychiatrie violente, répressive et anti-démocratique. Je défends prioritairement le droit de vivre sa folie et d'être aidés pour le faire.

Si la folie est souffrance, elle est d'abord faite des impératifs de la classe bourgeoise qui dirige le capitalisme mais surtout source inépuisable de créativité, ce que démontrent les œuvres innombrables et d'une grande puissance produite par les folles et les fous à travers l'histoire.

Nous avons appris avec tristesse le décès du camarade Claude Gingras.

Nous ne nous connaissions pas physiquement, mais voilà plusieurs décennies que nous étions en relations politiques, par-delà les continents et les océans. La création de *En Lutte!* au Canada en 1972 et celle de *Pour le Parti* en France en 1976 relèvent de la même période, et la recherche de liens internationaux, facilités par la même langue parlée, avaient permis l'établissement de liens informels.

Claude Gingras avait toujours suivi avec intérêt le développement de notre organisation et était un fervent diffuseur de nos publications, de longue date. À la veille de sa mort, il nous faisait parvenir par son frère deux longs textes, dont le premier était une note de lecture fouillée du numéro 15 de notre magazine *Partisan*, sur les toxiques chimiques et la chimie capitaliste.

Le deuxième document est un long texte très émouvant sur le combat contre la maladie mentale d'un militant communiste conscient. Le combat pour ne pas se laisser submerger par la peur, mais aussi la réflexion approfondie dans un domaine où le marxisme n'a jamais brillé par ses avancées, et enfin l'engagement militant prolétarien pour se maintenir ferme sur un chemin difficile. Althusser, Badiou, Tom Thomas, le post-modernisme, l'anti-psychiatrie, la construction d'un parti prolétarien, la constitution d'un mouvement alternatif et de défense des droits en santé mentale faisaient partie de ses préoccupations critiques permanentes. Claude Gingras n'était pas un militant figé sur ses certitudes, mais jusqu'à la fin un vrai communiste à la recherche des voies nouvelles de la révolution.

Nous militants de l'OCML Voie Prolétarienne saluons la mémoire de Claude Gingras.

Nous assurons ses proches, ses enfants, de notre affection pour leur dire que leur familial était véritablement quelqu'un hors normes, au-delà de toutes les difficultés qu'il a vécues et partagées. Nous saluons ses camarades de combat et de lutte, dans la situation difficile pour la reconstruction d'un Parti Prolétarien au Canada.

Vive l'internationalisme prolétarien!

Les grands hommes – et femmes – sont immortels, pourvu que nous sachions poursuivre leur chemin et faire vivre leurs réflexions!

**OCML Voie Prolétarienne (France)**  
**le 15 novembre 2022**

C'est le capitalisme qui aujourd'hui perpétue l'esclavagisme en dirigeant un régime d'esclaves salariés qui permet à la bourgeoisie d'exploiter le prolétariat et de s'enrichir en ne payant qu'une mince partie du travail effectué et qui met en place une culture du vol tellement que dans le langage courant les mots « fourrer » et « baiser », synonymes de voler l'autre, sont aussi utilisés pour désigner les gestes pourtant les plus humains de faire l'amour.

La folie est fuite du capitalisme comme l'art, la littérature ou la philosophie. Elle ne le combat pas, d'où le nécessité d'une démarche à faire à travers l'histoire pour arriver à comprendre avec justesse le monde matériel où nous vivons. Pour transformer ma fuite dans la folie en combat contre le capitalisme, j'ai dû cheminer à travers l'histoire de la connaissance et me servir de la science perfectionnée par le matérialisme historique de Marx plus raffinée que la religion et la philosophie qui furent de bons moyens de le faire autrefois.

C'est cette connaissance qui m'a permis, plutôt que de fuir, de prendre place dans la lutte de classe et de travailler à la révolution socialiste en m'impliquant dans le **Parti Communiste Révolutionnaire et la Maison Norman Bethune**. (...)

On a enfermé beaucoup de génies malgré leur renommée, pour leur faire subir des sévices psychiatriques atroces et inhumains. Un enfermement qui, contrairement aux prisonniers qui ont une sentence et savent quand ils vont sortir, les laisse dans l'ignorance sur leur libération et à l'arbitraire des soi-disant soignants. J'ai eu vraiment de la chance et échappé à tout cela. La psychiatrie ne m'a pas épinglé ni non plus la vindicte populaire qui frappe souvent les folles et les fous.

Cette psychiatrie s'abat surtout sur les prolétaires et leurs enfants. À cause de leurs moyens, les bourgeois et leurs enfants peuvent y échapper. Par exemple, Pierre Péladeau, le fondateur et le riche propriétaire du Journal de Montréal ou Québec, en crise maniaque, pouvait s'installer dans une auberge sur le bord de la mer avec un chauffeur, avec une secrétaire, une infirmière, voire une maîtresse le temps que ça passe, sans risquer d'être enfermé. (...)

La psychiatrie actuelle, violente, répressive et anti-démocratique, est principalement l'œuvre de l'impérialisme américain qui a réussi à contrôler

le monde par ses guerres meurtrières mais aussi avec sa médecine psychiatrique en réussissant à imposer quasiment partout dans le monde le **Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux (DSM)** qui sert de manuel de soins pour les psychiatres, médecins, infirmiers et autres intervenants en santé.

On a certes résisté à l'impérialisme américain. On peut se rappeler encore les luttes de l'Orient et plus proche de nous encore de la Chine au temps de Mao pour sortir du carcan impérialiste dans tous les domaines, jusqu'à la médecine et la psychiatrie.

Mao était préoccupé de la santé de ses camarades. Il fit donner une formation médicale à des prolétaires dans chaque usine qui devinrent les **médecins aux pieds nus** pour s'occuper de la santé de toutes et tous. Il voulait de plus qu'on traite par la discussion démocratique les camarades qui souffraient de problèmes en santé mentale et qu'on refuse toutes les répressions et les violences de la psychiatrie américaine entre autres l'insulinothérapie, les électrochocs et les médications lourdes.

Les gens qui vivent des problèmes de santé mentale ne sont pas, pour Mao, des ennemis politiques mais plutôt des camarades victimes des rapports sociaux et de ce qu'amènent les rapports marchands. Selon lui, il faut les aider et les accompagner comme ceux et celles qui pratiquent des métiers qui déplaisent aux moralistes bourgeois comme la prostitution et la vente de drogue sur la rue pour survivre dans l'enfer capitaliste.

Cette résistance, menée par Mao, à l'impérialisme américain jusqu'au niveau médical allait d'ailleurs s'étendre dans les pays dominés mais aussi dans les autres pays impérialistes.

L'Europe a longtemps résisté à la psychiatrie américaine.

En Italie, le psychiatre Franco Basaglia a fait fermer les hôpitaux psychiatriques et chercher à établir un rapport démocratique de camaraderie avec les camarades qui vivaient des problèmes de santé mentale entre eux et elles, tout en les laissant vivre dans les cités.

En Angleterre, Maxwell Jones, en formant des communautés thérapeutiques, a refusé la psychiatrie américaine, se contentant d'une meilleure

relation avec les malades et de plantes médicinales comme médicament.

En France, comme en Chine, on a longtemps refusé d'utiliser le **Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux (DSM)** et la pharmacopée qui vient avec. Il existe encore en France un mouvement psychiatrique qui refuse l'utilisation de la médication à vie à la manière américaine parce que ça ne guérit pas et que ça rend plutôt la maladie chronique. On utilise seulement la médication en temps de crise pour une courte durée et une meilleure relation avec les patients pour obtenir des guérisons.

La plus forte opposition à la psychiatrie impérialiste américaine est venue du courant antipsychiatrique à partir de l'Angleterre entre autres avec le psychiatre antipsychiatre David Cooper. Ce courant a pris racine dans de nombreux pays impérialistes au milieu des années 1960. Il existe encore, en France, entre autres la Clinique de la Borde, des centres issus de ce courant qui a fait naître aussi tout un mouvement alternatif et de défense des droits en santé mentale. Ce mouvement continue son travail et dénonce régulièrement les pires abus de la psychiatrie américaine. Il n'a pas réussi cependant à endiguer véritablement, comme l'envisageait Mao, cette psychiatrie capitaliste, violente, répressive et anti-démocratique. La psychiatrie actuelle, particulièrement au Québec et dans tout le Canada, pays voisin des États-Unis, reste donc une des **Horreurs et atrocités** capitaliste à faire disparaître. Heureusement, j'ai réussi à échapper à cette médecine infâme... (...)

J'ai vécu ma jeunesse en milieu prolétarien. La vie était dure et triste. J'ai connu la souffrance des masses qu'amène l'exploitation capitaliste. J'ai vécu heureusement dans une famille généreuse et aimante. Pour survivre, les gens de mon milieu n'avaient pas beaucoup d'autres choix que de fuir la réalité et ils fuyaient dans la religion, l'alcool ou la folie, voire même dans les trois à la fois. L'Église catholique était très présente et luttait fort pour empêcher qu'un **Parti communiste révolutionnaire** vienne aider les gens de mon milieu à lever la tête et à se défendre, voire même à vouloir changer ce monde immonde pour autre chose et pourquoi pas pour un paradis sur terre. On le sait aujourd'hui : l'Église catholique préférait le fascisme au communisme.

J'ai donc appris très jeune à vivre avec ces gens qui fuyaient ce monde capitaliste atroce où le succès se mesure à l'argent qu'on gagne et accumule et aux profits qu'on peut soutirer aux autres. Moi aussi j'ai fui dans la religion et le plan familial de vie qu'elle propose. Puis à mesure que j'ai moins fréquenté l'église et ses prêtres, je me suis mis à fuir dans la folie.

Ma famille étant pauvre, je n'aurais pas pu poursuivre des études classiques comme on les appelait alors. Le curé de la paroisse ayant remarqué que j'étais pieux, décida de payer mes études en espérant me voir devenir prêtre. Mon père voulait que j'étudie mais même s'il était pieux et fervent catholique, pas pour devenir prêtre. Dans les réunions de famille, il me le laissait voir en racontant qu'un voisin était très malheureux parce que son fils avait décidé de devenir prêtre ce qui ne rapportait rien à sa famille alors que, s'il était devenu médecin, il aurait pu aider ses frères et ses sœurs à sortir de la misère. Pour mon père, la meilleure façon de sortir de la condition prolétarienne et d'en sortir la famille, c'était pour moi de devenir médecin puisque ceux qui essayaient de le faire en multipliant les heures de travail et les emplois plutôt que d'y arriver en devenaient malades. En plus les médecins étaient utiles. Ils soignaient les gens alors que les prêtres ne faisaient que prier, prêcher et condamner. (...)

J'écris tout cela au fond pour essayer d'expliquer comment je suis arrivé à apprivoiser ma folie, comment j'ai essayé aussi d'en aider d'autres à apprivoiser la leur, comment Marx et le mouvement communiste qu'il suscite, m'ont aidé à faire de ma folie qui était une fuite une révolte bien concrète. J'espère que ce texte et la documentation jointe permettront à d'autres d'apprivoiser la leur et de comprendre le monde en voie de changer.

Je veux qu'on sache qu'on peut vivre avec sa folie et que les tortures psychiatriques cruelles ne sont aucunement nécessaires. Aujourd'hui, la psychiatrie est la police du capitalisme exploiteur et oppressif.

Vivre avec sa folie est important. Elle permet d'échapper aux impératifs de la classe dominante. Sans la folie le monde serait encore moins beau. Les fous et les folles ont créé beaucoup de choses, ont embelli l'humanité et l'ont fait avancer. Solidarité-Psychiatrie a déjà publié un

calendrier avec le jour d'anniversaire de fous et folles célèbres. Les journaux des groupes alternatifs en santé mentale ont publié de nombreuses biographies de fous et folles célèbres. L'En-Droit de Laval avait répertorié trois cents fous et folles célèbres. Il faudra un jour faire le bilan historique de ce que la folie a apporté à l'humanité.

**A. La première chose à retenir c'est que le droit à la folie est le premier droit à défendre en santé mentale.** Ce droit est apparu nécessaire grâce aux expériences des antipsychiatres et des psychiatres anti-pilules et anti-répressions. Le mouvement des groupes alternatifs et de défense des droits en santé mentale a repris dès ses débuts la défense de ce droit à la folie. Il faut certes guérir la souffrance qui l'accompagne mais ne pas tuer son potentiel créateur qui a apporté tant de beauté et d'intelligence à l'humanité. Il faudra aussi faire le bilan de la créativité que la psychiatrie capitaliste a brisé, a empêché ou n'a pas aidé à se réaliser.

Je m'inquiète parfois de ce qu'on peut penser de ma folie. Vous pensez peut-être que, si la psychiatrie ne m'a pas attrapé, c'est qu'elle n'en était pas vraiment une ou encore, en empruntant le titre d'une émission radiophonique à Montréal sur la santé mentale, qu'elle était au fond qu'une « **Folie douce** », même si elle amenait parfois des explosions de colère. Une remarque qui arrivera presque à me persuader et m'a d'ailleurs persuadé souvent dans ma vie. Tellement que j'arrivais à croire que je n'étais pas malade, ce qui m'empêchait de lutter de façon conséquente contre elle. Et c'est peut-être pour ça qu'elle est toujours là, qu'elle jette une ombre sur ma vie, qu'elle m'appesantit même si j'ai pu m'en servir aussi pour réaliser bien des choses.

Ma folie est pourtant bien réelle. Elle a été un poids sur moi toute ma vie. Elle n'est certes pas aussi épouvantable que celle que la psychiatrie et les romans à la Stephen King voudraient nous faire croire. Cette folie qu'ils nous montrent est imaginée et grossie par ce qu'ils veulent en dire et arrivent à faire peur à tout le monde et même à ceux et celles qui la vivent.

**B. La deuxième chose à retenir peut-être, c'est qu'être fou ce n'est pas être différent des autres et que la folie est vécue par tout le monde où une classe dominante et une classe**

**dominée se combattent.** Les gens dits normaux ne sont pas très différents que ça des fous et des folles. Montesquieu le disait : « *On enferme quelques fous, pour se persuader que ceux qui sont dehors ne le sont pas.* » Cela s'explique par le fait que le mode de production capitaliste produit l'aliénation comme les modes de production antérieurs le faisaient aussi à leur manière.

Ma folie n'est pas imaginée. Elle est bien réelle. Elle m'a fait souffrir et fait souffrir aussi des gens autour de moi. Elle a mis une pesanteur étouffante sur ma vie et me désespérait souvent.

Pour utiliser le vocabulaire psychiatrique, je pourrais dire que je ne suis pas tombé dans des épisodes psychotiques profonds et prolongés. Ma folie n'était peut-être à l'ordinaire qu'une mania-co-dépression plutôt qu'une paranoïa mais elle risquait toujours de me plonger dans des épisodes psychotiques profonds et de longue durée. Ma folie était, pour ainsi dire plus souvent qu'autrement névrotique, avec de temps à autres des épisodes psychotiques de courtes durées. J'ai côtoyé et aidé par contre des gens en psychose profonde durant de longues périodes.

La psychose c'est de fait une peur extrême qui nous sort du monde en nous paralysant. On n'est plus capable d'être soi-même et de réaliser ce qu'on réaliserait en temps normal. Des proches nous saluent. On voudrait leur répondre mais on en est incapable. On voudrait faire ses travaux scolaires ou, comme professeur, ses corrections et ses préparations de cours mais on est trop fatigué pour le faire. On fait une partie de la tâche à réaliser, on prend beaucoup de temps à vérifier de multiples fois si elle est bien faite sans arriver à réaliser la tâche complète qu'on a à faire. La timidité qui est au fond la peur des autres a aussi des effets semblables.

**C. La troisième chose qu'il faut retenir c'est apprendre à connaître et se fier à ce qui est observable.**

Guy de Maupassant n'a pas échappé comme moi à l'enfermement. Il a écrit par contre une phrase qui m'a beaucoup aidé dans mon cheminement : « *On a vraiment peur de ce qu'on ne comprend pas.* »

J'ai cherché à connaître et à comprendre ce monde où je vivais et qui j'étais dans ce monde.

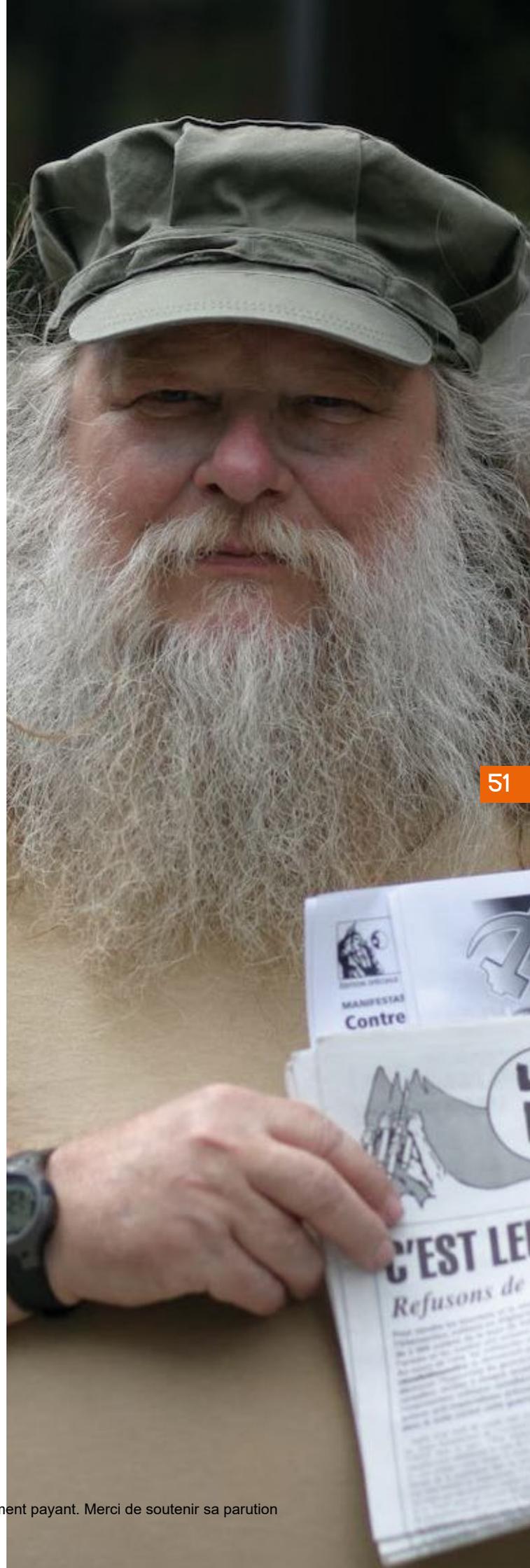
Enfant d'une famille pauvre, j'ai pu faire mon cours secondaire classique puisque le curé de la paroisse a payé les factures. Ça m'a donné un bon départ. J'ai poursuivi mes études. Je n'ai jamais cessé d'étudier et j'étudie encore.

Mes études m'ont vite appris à me fier à ce que je pouvais observer et laisser de côté ce que j'étais obligé de croire. C'est ainsi que j'ai pu me débarrasser assez facilement des voix de Dieu qui me parlaient, alors que c'est souvent difficile de le faire pour beaucoup de gens dans un monde dominé par la religiosité. Je l'ai fait avant qu'elles deviennent trop exigeantes et surtout avant que celles du diable arrivent. Je me suis débarrassé ainsi de la pesanteur religieuse qui emprisonnait les gens de mon milieu. Le ciel n'est que celui où volent les oiseaux et les avions et où vivent les planètes et les étoiles. Il n'y en a pas d'autre. Les anges, les démons et les dieux n'existent que dans l'imagination des humains vivant sur la terre.

#### **D. La quatrième chose c'est de s'entourer de gens qu'on aime et d'essayer de bien observer ce qui se passe dans le monde. (...)**

Le milieu prolétarien où j'ai travaillé, qui ressemblait à celui de mon enfance, m'a aussi beaucoup aidé, en particulier les dix dernières années où j'ai travaillé dans des groupes d'entraide et de défense des droits des personnes vivant des problèmes de santé mentale. C'est le milieu qui m'a appris, plus que les études, à observer plutôt qu'à penser, à aimer plutôt qu'à juger. Les gens qui souffrent de problèmes de santé mentale qui j'y ai rencontrés m'ont beaucoup aidé à me comprendre et à me situer dans ce monde d'exploitation et d'oppression.

Il y a aussi l'évolution du monde et du Québec en particulier. Le capitalisme et ses guerres toujours plus cruelles, les révolutions russe et chinoise. Au Québec, la révolution tranquille de 1960 qui laïcise l'état, aussi les actions du FLQ en 1970 dont les principaux dirigeants se séparèrent, Pierre Vallières optant pour la voie nationaliste, Charles Gagnon optant pour la révolution ouvrière. C'est Charles Gagnon que j'allais suivre puisque la classe ouvrière est la seule classe qui peut changer cette société en profondeur. Cette vision du monde et la camaraderie des membres du parti pour la faire furent aussi d'un précieux secours. (...)



# LIRE

## CONTESTATION SOCIALE À BAS BRUIT EN RUSSIE

KARINE CLÉMENT

Éd. du Croquant 2021, 148 pages, 15 €

Le livre a été imprimé en novembre 2021, quelques semaines avant l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe. Il est le fruit d'un long travail d'enquête sociologique, la réalisation de 237 entretiens d'une moyenne d'une heure chacun, dans six régions ou villes russes différentes, auprès de « gens ordinaires », principalement de milieu populaire mais pas uniquement. « L'enquête avait été pensée pour étudier le nationalisme ordinaire » (p. 137), mais le nationalisme s'étant révélé tellement multiforme, voire clairement contestataire, que la cible a été revue. Le contenu social et oppositionnel a pris le dessus comme thème principal. Trois types de critiques sociales et de nationalismes sont distingués : le sens commun, l'élitisme, et le bon sens.

L'élitisme est surtout le fait des intellectuels. Ceux-ci critiquent l'absence d'intelligence et de sens moral aussi bien au sommet de la société que dans le bas peuple. La distinction entre sens commun et bon sens est moins évidente. Le premier exprime une vision unitaire de la société, même s'il sait en partie être critique de ceux qui au sommet n'ont, en paroles, que le mot unité, et dans les faits entretiennent la division. Le bon sens populaire, lui, se situe d'emblée dans le clivage entre « eux » et « nous ». Eux, les dirigeants de l'Etat et de l'économie, et nous, les travailleurs, en particulier les travailleurs manuels.

Ce qui est notable chez Karine Clément, c'est le constat d'un nationalisme positif, y compris dans le sens commun, « tel qu'il s'exprime d'en bas », par une aspiration à appartenir à un grand collectif, à se fondre dans une communauté, et à éprouver une solidarité (p. 68). Comme un premier cadre élargi, un premier socle politique. Il faut prendre en considération les « deux faces de Janus » du nationalisme, dit-elle. L'une est conservatrice et réactionnaire (p. 98), l'autre « potentiellement émancipatrice » (p. 26).

L'intérêt est aussi directement politique. C'est l'évocation de l'histoire propre des travailleurs de Russie, des années 1990 catastrophiques, où régnaient la débrouille et le chacun pour soi, jusqu'à aujourd'hui avec la montée des contestations, les manifestations contre la corruption organisées par Alexeï Novalny en 2017, la réforme des retraites de 2018. Les limites politiques de

### Contestation sociale à bas bruit en Russie

critiques sociales ordinaires et  
nationalismes

karine clément

éditions du croquant



l'autrice, mais elle est loin d'être la seule, apparaissent lorsqu'elle se hasarde à affirmer (p. 48) que l'annexion de la Crimée en 2014 ne relevait pas d'une politique expansionniste et impérialiste, et que « la Russie n'a pas cherché à s'approprier d'autres territoires en Ukraine ».

Il reste que son apport principal est politiquement précieux. Il démontre la présence massive de ce qu'on pourrait appeler la conscience de classe spontanée. Voici la dernière phrase du livre (p. 135) : « Cette critique de bon sens constitue en effet un mode critique qui semble être propre aux classes populaires et pourrait inspirer la pensée sociale et politique afin de permettre des avancées dans les réflexions portant sur le projet émancipateur dont nos sociétés ont plus que jamais besoin, bien au-delà de la Russie ».

## **LA PUISSANCE DE L'ESPOIR** **Apolônio de Carvalho,** **les combats d'un internationaliste.** **Brésil, Espagne, France**

**ALAIN VIGUIER**

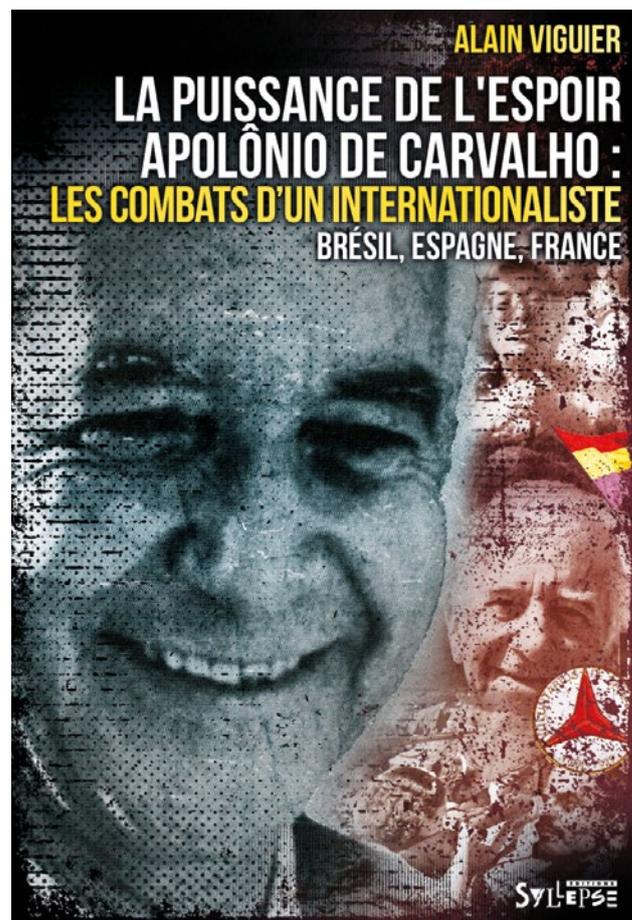
Éd. Syllepse, 350 pages, 22 €

*Présentation du parcours militant au Brésil, en Espagne, et en France d'Apolônio dont traite ce livre*

En 1935, jeune lieutenant d'artillerie engagé dans l'ANL (Action de libération nationale), mouvement antifasciste, il est emprisonné à la suite d'un soulèvement communiste. Libéré en 1937, il rejoint les Brigades internationales en Espagne. Réfugié en France, après la défaite de la République espagnole, il participe à la Résistance au sein des FTP-MOI, dans le sud de la France : à Marseille, à Nîmes, à Toulouse. En août 1944, il commande les 2 000 FFI qui libèrent Carmaux et Albi.

En 1946, à son retour au Brésil, le Parti communiste brésilien (PCB) l'accueille tel un héros, mais l'interdiction de ce parti en 1947, lui impose de replonger dans la clandestinité. Vingt ans après, il quitte le PCB, en désaccord avec une ligne politique qui a réduit à l'impuissance les militants lors du coup d'État militaire de 1964. En 1967, Apolônio de Carvalho participe à la fondation du Parti communiste brésilien révolutionnaire (PCBR), qui s'engage, avec d'autres organisations révolutionnaires, dans une lutte armée brisée cinq années plus tard par la brutale répression du régime militaire.

Arrêté en janvier 1970, emprisonné et torturé, la liberté d'Apolônio de Carvalho et de 39 autres militants est obtenue en juillet de la même année



en contrepartie de celle de l'ambassadeur de la RFA séquestré par des groupes de guérilla. Le gouvernement algérien accepte de les accueillir. Mais la France, qui craint que les Brésiliens soient un ferment de rébellion, leur refuse tout visa d'entrée en France.

Ses titres de résistant, la nationalité de sa femme, Renée, et de l'un de ses deux fils, parviendront difficilement à venir à bout de l'opposition du ministre de l'intérieur, Raymond Marcellin. Ce n'est qu'en 1972, qu'Apolônio de Carvalho revient enfin en France, où il poursuit son militantisme dans les conditions difficiles de l'exil. En 1979, il rentre au Brésil au bénéfice d'une amnistie générale octroyée par le régime militaire. En 1980, il adhère, dès sa fondation, au Parti des travailleurs (PT).

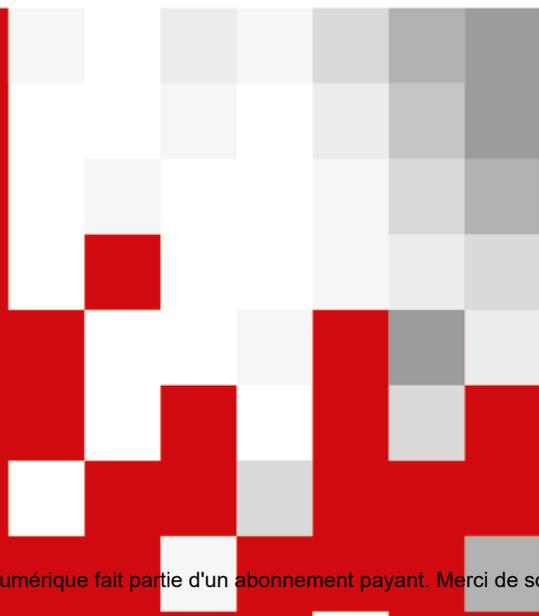
Son caractère, sa détermination, son éthique militante et son optimisme ont marqué ceux et celles qui l'ont connu. En dépit de ses échecs, la certitude d'un avenir meilleur l'animait toujours. Il puisait cet optimisme dans la force de la solidarité, de l'espoir, et de l'idéal, autant de valeurs qu'il avait porté en Espagne et dans ses divers engagements. À la veille de sa mort, il avait encore le rêve de libération des exploités et des opprimés, qu'il s'était employé à concrétiser scrupuleusement dans ses combats internationalistes.



SUIVRE NOS ACTIVITÉS SUR NOTRE SITE INTERNET

**[www.ocml-vp.org](http://www.ocml-vp.org)**

ET SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX :  /OCMLVP  @OCMLVP



Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution



# TOUJOURS DISPONIBLES

Les précédents numéros de *Partisan Magazine* sont toujours disponibles !  
 Vous pouvez encore les commander à notre boîte postale  
 en nous joignant un chèque à l'ordre de VP Partisan à l'adresse suivante :  
**OCML Voie Prolétarienne - BP 133 - 93213 Saint Denis la plaine cedex**

– Les numéros 1 à 15 sont disponibles en intégralité sur [ocml-vp.org](http://ocml-vp.org) –

**ÉPUISÉ** N°1 • La classe ouvrière aujourd'hui en France : en voie de disparition?

N°2 • Palestine – Kurdistan : quelles solidarités?

N°3 • Racisme, marxisme et révolution

N°4 • L'alternative communiste

**DERNIERS NUMÉROS!** N°5 • Le Maoïsme, notre arme de combat

N°6 • Verts parce que Rouges

N°7 • Organisation et Révolution, leçons du mouvement ouvrier

N°8 • 1917-2017 Faire vivre le Révolution Communiste

N°9 • Lutter contre la pénibilité, lutter contre l'exploitation

N°10 • Féministes révolutionnaires

N°11 • Mai-Juin 1968 : Brisons les vieux engrenages

N°12 • Afrique : résistances et révolution

N°13 • Travailler tous, moins, autrement

N°14 • Le monde tremble, les révolté·es cherchent un chemin

N°15 • Chimie, le profit contre la santé

N°16 • Et après? On redémarre la machine capitaliste ou on change de système?

N°17 • Crise, licenciement, lutte pour l'emploi

N°18 • Gardons le cap!

N°19 • La démocratie, on la voyait pas comme ça!

N°20 • Afghanistan/Ukraine : la parole aux révolutionnaires

**3,50€**

FRAIS D'ENVOI  
INCLUS



# Les librairies où trouver Partisan Magazine

**Librairie Transit**  
45 Bd de la Libération  
13001 Marseille

**Librairie Torcatis**  
10, rue Mailly  
66000 Perpignan

**Undersounds**  
6, rue de Gorre  
87000 Limoges

**L'Antidote**  
88, rue Avron  
18000 Bourges

**Librairie Terre des Livres**  
86 rue de Marseille  
69007 Lyon

**Espace El Doggo**  
22, rue de la Loi  
87000 Limoges

**Librairie Terra Nova**  
18 Rue Léon Gambetta  
31000 Toulouse

**Librairie Le Point du Jour**  
58, rue Gay-Lussac  
75005 Paris

**Librairie Envie de Lire**  
16, rue Gabriel Péri  
94200 Ivry-sur-Seine

**Librairie Vent d'Ouest**  
5 place du Bon Pasteur  
44016 Nantes BP 31626

**Librairie La Brèche**  
27, rue Taine  
75012 Paris

**Librairie Aurora**  
Avenue Jean Volders 34  
1060 Saint-Gille - Belgique

**Librairie La charrue**  
28 rue de Couéré  
44110 Chateaubriant

**Librairie Le Rideau Rouge**  
42, rue de Torcy  
75018 Paris

**Maison Norman Béthune**  
9697 bd Saint-Laurent - local 303  
Montréal - Canada

**Librairie Les Nuits Bleues**  
21, rue Maillé  
49100 Angers

**Page et Plume**  
4, place de la Motte  
87000 Limoges

**Librairie Le Gai Savoir**  
79, avenue Farhat Hached  
Place Barcelone  
Tunis - Tunisie

## Abonnements

### S'ABONNER POUR 3 NUMÉROS À PARTISAN MAGAZINE

	SOUS PLI	OUVERT	FERMÉ
1 exemplaire		15€	25€
2 exemplaires		21€	35€
3 exemplaires		27€	45€



**NOUVEAU!**

### ABONNEMENT NUMÉRIQUE

*Recevez votre mag par mail*

**3 numéros : 10 Euros**



**Flashez pour  
vous abonner  
en ligne!**

**Paiements par chèque à l'ordre de :  
VP-PARTISAN**

**BP N° 133**

**93213 Saint Denis la plaine cedex  
CCP : 00020628901 CCM Saint Ouen**

**Identifiant international de compte (IBAN)  
FR76 1027 8061 4500 0206 2890 116**

**Identifiant International  
de l'établissement (BIC)  
CMCI FR 2A**

# PARTISAN

---

## MAGAZINE

- 1** Éditorial
- 3** Réflexions sur le mouvement sur les retraites
- 6** Grève pour les salaires, grève pour les retraites
- 11** Après le Congrès de la CGT
- 12** Afrique, France et Russie
- 14** Ukraine : interview d'un syndicaliste
- 16** La Turquie après vingt ans d'Erdogan
- 24** Chine : Un précieux texte maoïste
- 36** « Pas facile de vivre sa folie au Québec ou ailleurs... »
- 43** Lire

---

## ABONNEZ-VOUS !

PARTISAN MAGAZINE est la publication de l'OCML Voie Proletarienne. Son objectif? Donner des outils de comprehension politique et theorique pour toutes les personnes qui luttent au quotidien contre ce systeme qui broie nos vies et ne nous offre aucun avenir autre que la misere et la guerre. Le meilleur moyen de nous soutenir et de soutenir ce magazine est de vous abonner.

— **Plus d'infos page 57** —

Partisan Magazine n°22 sortira fin 2023